

**POL 7979 : Recherche majeure de Fin de Cycle en Maîtrise de Sciences
politiques**

Soumis aux Professeurs Philippe M. Frowd et Cédric Jourde

Par

Kiswendsida France Annie Maelys OUEDRAOGO 8955810

Le 13 janvier 2022

Université d'Ottawa

Mémoire :

Titre : La lutte contre le terrorisme : les logiques et les politiques qui sont appliquées au Burkina Faso

Question de recherche : Quelles sont les pratiques et stratégies de la lutte antiterroriste au Burkina Faso ? Et quels sont les logiques et discours qui sous-tendent la lutte antiterroriste au Burkina Faso ?

Introduction :

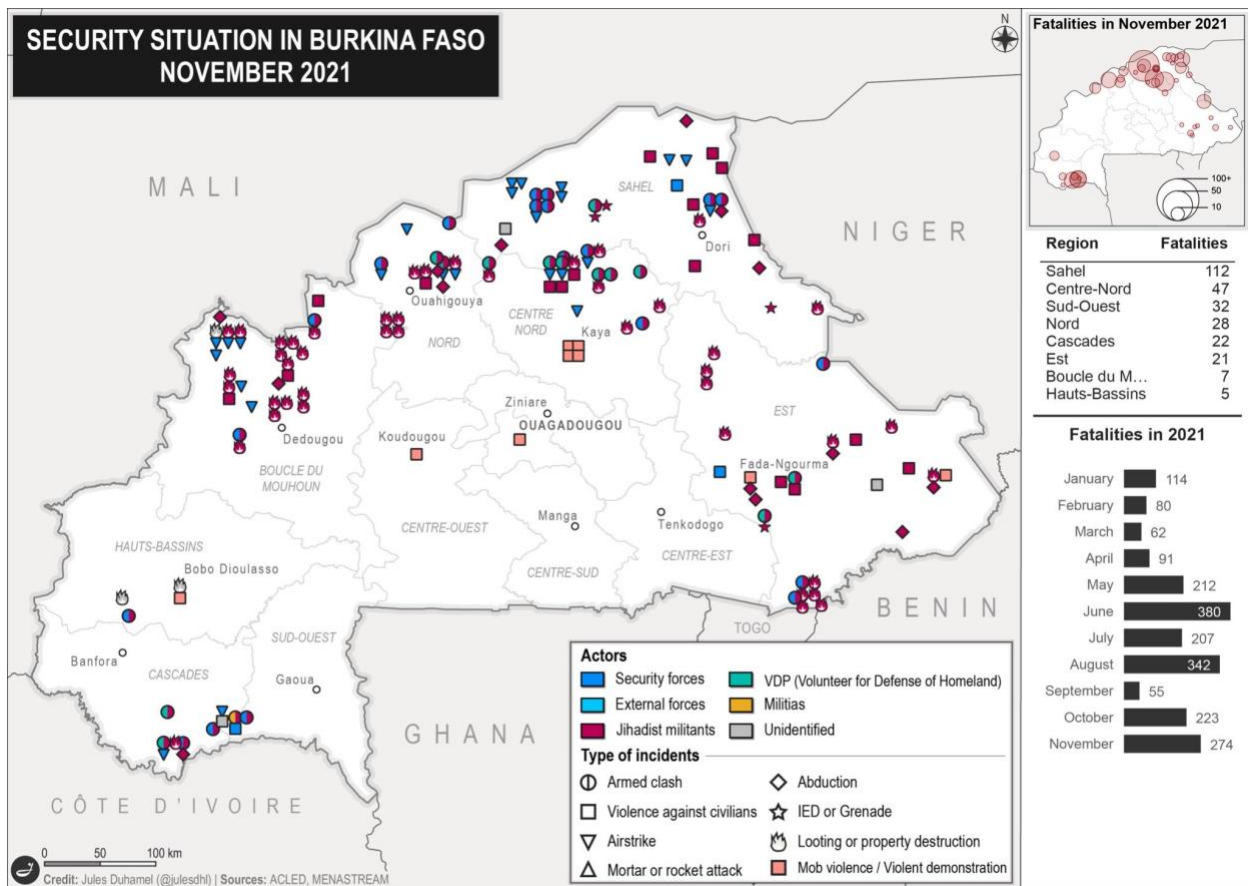
Le terrorisme est un « phénomène » malheureusement grandissant et délicat sur le plan international. Avec une telle ampleur, une question importante se pose et c'est : qu'est-ce que le terrorisme ? Si le terme « terrorisme » renvoie à l'un des paradigmes les plus évoqués pour définir les problématiques de sécurité des États à l'échelle nationale et internationale, force est de constater que sa définition reste toujours aussi délicate sur le plan épistémologique, juridique et politique. Le terrorisme représente un objet d'analyse si hétérogène qu'il donne lieu à des spéculations, voire à des impasses analytiques (Derrida et Habermas : 2004). Il n'est donc pas inconnu que la définition du terrorisme est sujette à divergence. D'une part, le terrorisme est défini comme étant une construction sociale, car, « la signification de ce terme varie en fonction de l'État, du groupe social ou encore de l'individu pris en compte. » (Duez : 2004). D'autre part, le terrorisme, souvent assimilé aux « conflits armés », est vu comme faisant « référence à des phénomènes de violence collective. » (Sassòli et Rouillard : 2007). Actuellement, les événements qui suscitent notre attention sont l'agencement de la lutte contre le terrorisme au Burkina Faso, car on note une avancée fulgurante des attaques terroristes sur le territoire depuis 2015, aux points où actuellement il est estimé qu'environ les deux tiers du territoire burkinabè sont occupés par les « terroristes » (Lefasonet: 2021). Il est donc dans notre intérêt de satisfaire la curiosité qui s'éveille face à la question des pratiques, stratégies, logiques et politiques qui jalonnent la lutte antiterroriste au Burkina Faso.

Il faut savoir que « [l]a définition du terrorisme constitue la principale pierre d'achoppement de toute négociation interétatique des instruments de lutte contre le terrorisme. »

(Sassòli et Rouillard : 2007). Les pratiques et les stratégies qui jalonnent la lutte antiterroriste sont nombreuses et, en fonction des contextes, montrent des similarités, mais aussi des différences. Cette étude sera focalisée sur le cas du Burkina Faso, car ces dernières années, ce pays fait partie des pays les plus touchés par le terrorisme. Malgré une situation souvent trouble dans les alentours, le Burkina Faso a longtemps maintenu une bonne réputation du fait de sa stabilité (Guichaoua et Nsaibia : 2019). Mais force est de constater ces dernières années que la situation sécuritaire au Burkina Faso ne va qu'en se dégradant (ministère des Affaires étrangères de Norvège, 2018). Actuellement, « la vitesse de la dégradation sécuritaire et le niveau des violences sont inédits » soutient Rinaldo Depagne, qui est un spécialiste et directeur de projets au niveau de l'Organisation non gouvernementale internationale Crisis Group dans la région ouest-africaine (douce : 2019).

Le Burkina Faso connaît ses premières attaques au cours de l'année 2015 (Tisseron : 2019). Par la suite, au cours de l'année 2016, plusieurs attaques sporadiques ont touché les forces de sécurité dans le nord du pays. On comprend par cela que les groupes islamistes commencent à devenir de plus en plus présents sur le territoire, ce qui entraîne par conséquent un climat de peur et d'insécurité sur toute l'étendue du territoire (Human Rights Watch ; 2018). Dans des provinces comme le Soum et l'Oudalan, qui sont situées dans la région administrative du Sahel, la situation sécuritaire a fortement décliné au cours du premier semestre de l'année 2017, et cela malgré les différentes aides internationales afin de lutter contre la menace terroriste apparente (Renault : 2019). Selon Renault William de la revue *Portail de l'Intelligence économique*, au courant du deuxième semestre de 2017, « la menace s'est progressivement étendue sur l'ensemble de la frontière avec le Mali en direction du sud (provinces du Kéné Dougou, de Kossi, Yatenga) » (2019).

L'occurrence des incidents depuis 2018, ne fait qu'aller crescendo et se déroulent également dans d'autres régions telles que l'Est, le Centre-Est (provinces de Gourma, Komondjari, Koulpélogo, Kompienga et Tapoa). Remarque est faite qu'une partie des groupes terroristes s'est repliée dans l'est du territoire, qui est une zone forestière, difficile d'accès et peu contrôlée par l'armée du pays (Renault : 2019). Des observations ont été faites par des experts et ont été réitérées par le Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité (GRIP) sur la zone de l'Est qui selon eux « constitue une zone de repli pour les djihadistes de l'État islamique dans le grand Sahara (EIGS) qui cherche à étendre les zones d'insécurité vers d'autres pays de la sous-région en cassant "le verrou burkinabé" » (Nsimba : 2019). De ce fait, on comprend que cette menace terroriste pourrait se propager dans les pays voisins tels que le Ghana, le Bénin et le Togo et même la Côte d'Ivoire (Conseil de sécurité des Nations Unies et Foreign Policy via Courrier international : 2019). Il y a eu plus de 240 civils ou militaires qui ont été tués entre les années 2015 et mi-octobre 2018 selon un bilan officiel (Douce S : 2018).



(Source menastream)

Afin de lutter contre l'insécurité, les autorités burkinabè ont choisi une approche en majeure partie militarisée qui comprend les forces militaires, policières, mais qui comprend aussi une facette nexus sécurité développement et un certain travail de gestion géopolitique. L'approche de lutte contre le terrorisme que le Burkina Faso adopte actuellement ne s'avère pas être la plus efficace, car depuis octobre 2014 après le départ de Blaise Compaoré qui a fait 27 ans de règne, l'appareil sécuritaire du Burkina Faso se retrouve désorganisé. Mais il faut tout de même noter que des groupes locaux d'autodéfense et de veille (tels que les chasseurs *dozo*, les associations *wend panga* et les *koglweogo*) tentent tant bien que mal de venir pallier aux différents manques ressentis

avec pour objectif d'assurer un service minimum en matière de sécurité et de justice (COI Focus : 2019).

Dans un contexte où les actions intercommunautaires sont florissantes, il ne faut pas non plus oublier que le Burkina Faso maintient tout de même des partenariats internationaux dans le cadre de la lutte contre l'insécurité. Dans le cas du Burkina Faso, les opérations de lutte contre la menace terroriste sont menées principalement par le G5 Sahel qui est une force régionale conjointe, la MINUSMA qui est la mission de maintien de la paix des Nations Unies et par l'intervention Barkhane qui est une intervention militaire française. Ces différents acteurs travaillent en accord les uns avec les autres.

La lutte antiterroriste dans le Sahel a atteint un point où il est impératif que les forces nationales, des pays touchés par le terrorisme comme le Burkina Faso, et celles internationales (telles que la MINUSMA, la force conjointe du Groupe des cinq pays du Sahel et l'opération Barkhane) coopèrent afin que les opérations menées soient plus efficaces. Malgré cela, les groupes armés terroristes arrivent à se réorganiser et à s'éparpiller dans l'immensité sahélienne (Roger B : 2019).

Méthodologie :

Afin de répondre à cette question, la méthodologie adoptée sera une analyse critique qui repose sur un recueil de pratiques, stratégies, logiques et politiques employées dans la lutte contre le terrorisme au Burkina Faso. Ce choix de méthodologie ne requiert pas une recherche de terrain de la part du chercheur. Pour construire ce recueil, une recherche sur les différentes stratégies et

pratiques de lutte contre le terrorisme au Burkina Faso sera faite. La recherche sera faite dans la matière empirique qui couvre ce sujet, mais aussi dans la matière journalistique, afin de combler le manque flagrant de couverture scientifique sur le cas de la lutte contre le terrorisme au Burkina Faso. Les discours, communiqués, textes scientifiques, revues de presses écrites et en ligne, qui sont les données qui seront exploitées seront puisées des informations disponibles dans les 20 dernières années entre les années 2000 à 2021, mais beaucoup plus de données récentes du fait de l'actualité du sujet choisi. Les données utilisées pour ce recueil sont puisées des sources comme google scholars, érudit, bibliothèque de l'université d'Ottawa, le fasonet, la presse locale burkinabè, les rapports de différentes Organisations Non-Gouvernementales etc. Avec les informations recueillies, une analyse sera faite à l'aide de l'approche de «critical terrorism studies», qui permettra de mieux comprendre la logique et les limites de la lutte contre le terrorisme au Burkina Faso. Afin de trouver des réponses aux questions posées, une analyse des discours écrits ou oraux dans un premier temps est très importante afin de comprendre le conditionnement fait par les autorités afin de justifier les pratiques et les stratégies qui sont mises en place afin de lutter contre le terrorisme. Par la suite une analyse de ces pratiques et stratégies de lutte contre le terrorisme sera faite, sans pour autant émettre un jugement, car le but est d'en faire un recensement et non pas d'en juger l'efficacité. Cette analyse sera menée en se concentrant sur les communiqués gouvernementaux afin de repérer les traits redondants concernant la vision du terrorisme et des terroristes par les autorités burkinabè, sur les thèmes comme les approches militarisées dans la lutte contre le terrorisme, les interventions internationales, les forces militaires, policières et les autorités politiques, les forces de défenses qui ne sont pas des « corps habillés » tels que les volontaires pour la défense de la patrie, les kolgweegos, les dozos...

Il existe tout de même des limites par rapport au choix des sources et de leur provenance pour ce travail. Les sources dans ce cas précis nous fournissent beaucoup d'informations sur la façon dont les nouvelles sont relayées, mais elles nous en disent beaucoup moins sur les réflexions et le logique internes à l'État, cachées derrière ces nouvelles.

Le cadre théorique, propice à cette étude est celui retrouvé dans les « critical terrorism studies » car il analyse le terrorisme comme construction sociale.

Perspectives sur la lutte antiterroriste en Afrique

Le sujet de la lutte antiterroriste est très vaste, car d'une part, le terrorisme n'est pas un phénomène nouveau, mais reste toujours d'actualité, et d'autre part, parce qu'il a connu et continue de connaître une expansion fulgurante. De ce fait, cette problématique regorge de matière empirique. On remarque que la littérature qui tourne autour de la lutte antiterroriste est beaucoup plus élaborée quand elle couvre les zones occidentales, contrairement à la zone de l'Afrique qui elle souffre autant sinon plus du terrorisme. La matière empirique qui nous intéresse ici est celle qui traite du sujet de la lutte antiterroriste en Afrique, plus précisément au Burkina Faso.

La littérature traitant de la lutte antiterroriste en Afrique est beaucoup plus riche en matière quand il s'agit de l'Afrique de l'Est, du Sahel, ou bien les pays comme le Nigéria. Dans les différents cas de l'Afrique de l'Est ou du Nigéria, la matière empirique qui existe traite, respectivement du sujet de la « War on Terror », ou du cas de Boko Haram.

◆ Le Nigéria :

Dans le cas du Nigéria, il y a Kodili Henry Chukwuma dans le recueil des « critical studies on terrorism » écrit sur l'attaque du 9/11 et des politiques de la lutte antiterroriste. Dans le document, il offre un bref compte rendu de la notion temporelle dans la rhétorique et le discours de la lutte antiterroriste au Nigéria. Le document a pour points focaux les limites des articulations officielles, bien qu'il ne manque pas de mentionner leurs contributions importantes. À travers son document, il fait une plaidoirie, vu, l'importance que joue le 9/11 joue au niveau des connaissances et des pratiques de lutte contre le terrorisme et de la sécurité de manière plus globale, à l'endroit des chercheurs afin que plus de travail soit fait avec des points focaux qui vont au-delà des représentations officielles. Pour Kodili Henry Chukwuma, la littérature existante sur le Nigéria devrait s'élargir et aller au-delà de la problématisation de l'impact des pratiques antiterroristes sur la société ou la vie quotidienne pour identifier des alternatives, des approches et des moyens locaux de reconfigurer l'État qui est de plus en plus sécurisé. Il conseille que la nouvelle littérature soit dirigée davantage vers d'autres formes de temporalité dans le discours et la pratique de la lutte antiterroriste nigériane, qui prônent l'importance de la non-violence et des moyens pacifiques (Chukwuma : 2021).

Il y a aussi Iro Aghedo, qui a écrit sur le cas de Boko Haram au Nigéria. Il explique que lors de ces dernières années, les analystes locaux et étrangers ont déployé des efforts colossaux dans le but de s'attaquer à l'insurrection de Boko Haram qui a miné le nord du Nigéria en termes Humains et matériel.

Sur ce même sujet concernant le Nigéria, le terrorisme ainsi que la lutte contre le terrorisme, des auteurs comme Sambo Dasuki qui au travers de ces écrits répond à des questions telles que : Comment Boko Haram se maintient et comment ils opérant au niveau logistique au sein et en dehors du Nigéria ? À quels meneurs de Boko Haram il serait prêt à parler ? Pourquoi le

Nigéria paraît réticent à accepter l'aide internationale dans la lutte contre Boko Haram ? Et bien d'autres.

Jeroen Gunning et Richard Jackson, Azeez Olaniyan, Lucky Asuelime, Michael Stohl, Harmonie Toros et bien d'autres ont contribué à la littérature qui couvre le sujet dont il est question via des recueils comme celui des « Critical Studies on Terrorism ».

◆ La « War on terror » :

Quant au sujet de la « War on Terror » en Afrique, il y a des auteurs qui contribuent à cette littérature. En effet, il a de nombreux écrits concernant ce sujet. Par exemple, en 2002, Ted Dagne écrit un rapport sur l'Afrique et la guerre contre le terrorisme. Dans ce rapport, il explique que les pays africains ont massivement exprimé leur soutien aux efforts menés par les États unis dans la guerre contre le terrorisme après les attentats du 11 septembre contre New York et Washington. Il déclare que certains pays partageraient des renseignements et se coordonneraient avec les États unis afin de lutter contre le terrorisme en Afrique. Il explique que les gouvernements du Kenya et d'Éthiopie travaillent en étroite collaboration avec les autorités américaines dans le but d'empêcher les membres d'Al-Qaïda en fuite d'établir une présence en Somalie. Il mentionne que l'Afrique n'est peut-être pas aussi importante pour les États unis d'Amérique dans la première phase de lutte contre le terrorisme en comparaison avec les alliés européens ou le Pakistan avec lesquels les USA sont en collaboration. Il explique tout de même que dans la prochaine phase de la lutte contre le terrorisme qui s'annonce, l'Afrique s'avère essentielle.

En 2003, Jeffrey Herbst et Greg Mills ont aussi contribué à la construction de la littérature à ce sujet car ils ont fait un écrit qui a porté sur le voyage du président George W. Bush en juillet 2003 dans cinq États africains. Il explique que ce voyage n'aurait sans doute jamais eu lieu si le 11 septembre n'avait pas eu lieu. Les auteurs dans cet écrit discutent du rôle important de l'Afrique dans la campagne américaine de lutte contre le terrorisme et détaillent le voyage du Prêsideant Bush au Sénégal, en Afrique du Sud, au Botswana, en Ouaganda et au Nigéria. La notion de « War on Terror » a vu le jour après les événements du 9/11 aux États unis sous le président Bush. En 2010 il a écrit «The role of the Global War on Terror (GWOT) in securing US imperial interests in Africa. Dans son œuvre, Jeremy explique et illustre comment l'administration américaine du président George W. Bush a utilisé le prétexte de sa guerre mondiale contre le terrorisme pour justifier le lancement d'un nouveau front Sahara-sahélien. Front qui à son tour a justifié la création d'un nouveau commandement régional de combat pour l'Afrique (AFRICOM) et la militarisation subséquente d'une grande partie de l'Afrique pour répondre et satisfaire les nouveaux desseins impériaux de l'Amérique. Jeremy dans son article illustre aussi pourquoi la politique de l'administration Bush envers l'Afrique, poursuivie aussi sous Barack Obama, a principalement entraîné une augmentation de la répression, des troubles et de l'instabilité politique. Il conclut en soutenant que la politique américaine envers l'Afrique restera fondamentalement impérialiste et menée à travers AFRICOM, et il est peu probable qu'elle apporte la paix, la sécurité ou le développement en Afrique.

◆ L'intervention internationale au Sahel :

Il existe plusieurs écrits sur l'intervention internationale dans le Sahel. Dans la littérature concernant ce sujet, il y a un contraste car il existe une documentation plus importante sur le sujet

des stratégies internationales de lutte contre le terrorisme, qui ont lieu au Sahel, en comparaison aux stratégies nationales de lutte contre le terrorisme au Sahel.

La MINUSMA résulte du Conseil de sécurité des Nations Unies qui a eu lieu le 25 avril 2013 (Ministères des Armées de la République française : 2019). La MINUSMA est principalement chargée de maintenir la paix au Mali (Lebovich A : 2019). Cette mission comprend plus de 15 000 militaires et soldats. Vu qu'en mars 2019, le Conseil de sécurité des Nations Unies a permis une coopération entre la mission et le G5 Sahel ce qui implique qu'elle est donc désormais autorisée à soutenir les opérations et la logistique du G5 Sahel au travers du transport, de l'alimentation et de la fourniture de carburant. Le Burkina Faso faisant partie du G5 Sahel, la MINUSMA par ricochet intervient donc dans la lutte contre le terrorisme sur le territoire.

En matière de lutte antiterroriste, l'opération Barkhane est la plus importante intervention extérieure française. Cette opération a vu le jour en août 2014. L'opération Barkhane est basée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (membres du G5 Sahel) et sa priorité est de favoriser l'appropriation par les pays partenaires du G5 Sahel de la lutte contre les groupes armés terroristes dans la bande sahélo-saharienne (ministère des Armées de la République française ; 2019). La logique du partenariat vient de la structuration des relations entretenues par l'opération barkhane avec les différentes forces engagées dans le processus de lutte contre le terrorisme telles que : la MINUSMA, l'European Training Mission Mali (EUTM) et les forces armées des pays concernés.

Les spécificités de cette opération sont qu'elle intègre le caractère transfrontalier de la menace terroriste et qu'elle a la capacité de travailler et de mener des opérations dans tous les pays

du G5 Sahel. 4.500 soldats sont compris dans l'opération Barkhane et elle à une capacité financière annuelle de 700 millions d'euros (Ministère des Armées de la République française : 2019).

La force militaire Barkhane a été réclamée par le Burkina Faso, en début octobre 2018, afin qu'elle puisse mener des opérations telles que des frappes aériennes dans l'est du territoire (Macé C : 2018) ; mais aussi dans le nord du pays (RFI : 218). Il faut savoir que le Burkina Faso était jusque-là réticent au soutien de la France qui est une ancienne puissance coloniale, mais les circonstances obligeaient (Jeune Afrique : 2018). Ouagadougou est la base du volet des forces spéciales de l'opération Barkhane (Lebovich A : 2019).

La France a pour stratégie sahélienne de permettre aux États partenaires, dont le Burkina Faso, d'acquiescer « la capacité d'assurer leur sécurité de façon autonome » (Ministère des Armées de la République française : 2019). Cette stratégie repose sur une approche globale sur le long terme où l'opération Barkhane conduite par les armées militaires françaises se charge du volet militaire (Ministère des Armées de la République française : 2019).

Dans ce contexte précis, la question à laquelle on cherche une réponse et qui a pour objet la lutte antiterroriste est : quelles sont les pratiques et stratégies de la lutte antiterroriste au Burkina Faso ? Et quels sont les logiques et discours qui sous-tendent la lutte antiterroriste au Burkina Faso ? Ces questions sont d'actualité, et suscitent mon intérêt particulier, du fait de mon attachement à mon pays d'origine. Le Burkina Faso est situé au cœur de l'Afrique de l'Ouest avec pour pays voisins, le Mali, le Niger et le Nigéria. Ces pays cités précédemment sont tous des pays en proie au terrorisme, ce qui le rend un peu plus vulnérable, d'où la pertinence de la question car

on comprend l'importance qu'ont les différentes stratégies et pratiques adoptées par le Burkina Faso, dans sa lutte contre le terrorisme.

Remarque est faite que la littérature qui existe sur la lutte antiterroriste ne met pas assez l'accent sur le cas du Burkina Faso.

Le sujet qui nous intéresse ici est celui des stratégies de lutte antiterroriste au Burkina Faso. La littérature qui couvre ce sujet est plus journalistique que scientifique. La question du pourquoi ce manque de matière empirique à ce sujet se pose, car le Burkina Faso est l'un des pays qui a compté le plus d'attaques et de victimes dues au terrorisme ces dernières années.

Il est important d'avoir dans nos archives, un répertoire scientifique des différentes stratégies de lutte contre le terrorisme que le Burkina Faso adopte. Ce répertoire scientifique sera d'une grande utilité dans la compréhension des stratégies, pratiques, logiques et politiques cachées derrière la lutte contre le terrorisme au Burkina Faso. Il permettra aussi d'analyser la portée de cette lutte et d'en comprendre les effets. Il pourra aussi servir de comparaison dans les recherches qui seront centrées sur des contextes différents de lutte contre le terrorisme en Afrique ou ailleurs. Dans le cas de la lutte antiterroriste, il ne faut pas penser que parce que c'est l'Afrique, toutes les réalités y sont les mêmes. La littérature qui traite de la lutte antiterroriste en Afrique peut donner un aperçu superficiel de la situation générale sur le territoire, mais des spécifications en fonction des contextes sont importantes car chaque région a sa propre manière de définir le terrorisme et surtout a sa propre vision sur comment l'appréhender en fonction de comment elle le subit.

Les sources journalistiques ne sont pas suffisantes, car l'extrapolation et le manque d'objectivité arrivent facilement dans ce genre de cas. Il y a aussi le risque que les informations puissent être biaisées si à cause des pratiques de lutte contre le terrorisme menace la liberté d'expression, qui est le moteur même de la presse. C'est le cas au Burkina Faso.

Cadre théorique :

Ontologiquement, les « critical terrorism studies » ont pour caractéristiques : un scepticisme général par rapport à la « définition » générale attribuée au « terrorisme » et aussi une réticence à son utilisation, car selon les observations, le terrorisme a toujours été un terme péjoratif plutôt qu'analytique (Jackson R : 2007). L'étiquette attribuée au terme terrorisme implique lors de son utilisation un jugement systématique sur la légitimité des acteurs et des actions menées (Jackson R : 2007). Contrairement à la conception qu'on a du terrorisme, il est plutôt un fait social qu'un fait brutal. Pour plus de clarté, il faut savoir que l'extrême violence physique est vécue comme un fait brutal, alors que sa signification culturelle politique plus large est décidée par un accord social et des pratiques intersubjectives (Jackson R : 2007). Pour soutenir ces propos, tout comme les « races » n'existent pas, mais les classifications de l'humanité le font, le « terrorisme » n'existe pas non plus, mais les classifications des différentes formes de violence politique existent (Sluka : 2002). Ce qui signifie que « la nature du terrorisme n'est pas inhérente à l'acte violent lui-même. Un seul et même acte... peut être terroriste ou non, selon l'intention et les circonstances » (Schmid et Jongman : 1988) ; sans mentionner le contexte politique et culturel.

C'est pour cette raison que les « critical terrorism studies » refusent de définir le terrorisme soit de manière à délégitimer certains acteurs, tout en accordant en même temps le manteau de la

violence légitime à d'autres ; soit de manière à légitimer la violence simplement parce qu'elle est menée dans des circonstances particulières, comme pendant la guerre. À la place, les « critical terrorism studies » considèrent le terrorisme à la base comme étant une stratégie ou une tactique de violence politique qui peut être et est souvent employée par des acteurs étatiques et non étatiques, en temps de guerre et en temps de paix. Comme l'explique Tilly Charles : « Bien compris, la terreur est une stratégie, pas une croyance. Les terroristes font partie d'un large éventail d'organisations, de circonstances et de croyances. Le terrorisme n'est pas un phénomène causalement cohérent. Aucun spécialiste des sciences sociales ne peut parler de manière responsable comme si c'était le cas. » (Tilly : 2004).

Le point essentiel est que, pour l'approche des « critical terrorism studies », le terrorisme n'est pas une idéologie ou une forme de politique en soi, mais il s'agit plutôt d'un outil utilisé à des moments précis, pendant des périodes précises, par des acteurs spécifiques et pour des objectifs politiques spécifiques (Jackson R : 2007).

Les « critical terrorism studies » ont une orientation ouvertement normative qui s'explique simplement par le fait qu'en identifiant qui est réellement « l'autre terroriste », les études sur le terrorisme fournissent en fait un jugement sur les personnes qui peuvent légitimement être malmenées, tuées... par l'État au nom de la lutte contre le terrorisme (Jackson R : 2007). L'approche des « critical terrorism studies » avance des valeurs et des priorités qui tournent autour de la sécurité humaine et de la société universelle, au lieu des conceptions traditionnelles et étroitement définies dans lesquelles l'État prime sur tout autre acteur. L'engagement primaire des «critical terrorism studies» est d'avoir une conception large de l'émancipation, qui est la

réalisation d'une plus grande liberté humaine et d'un plus grand potentiel humain et l'amélioration de l'actualisation et du bien-être individuel et social.

Les « critical terrorism studies » sont une approche qui a pour détermination d'aller au-delà de la critique et de la déconstruction ; elle veut œuvrer activement pour un changement social positif, grâce à un engagement actif avec le processus politique et les détenteurs de pouvoir dans la société. Cette approche se voit comme étant engagée dans une pratique critique visant à mettre fin à l'utilisation de la terreur par tous les acteurs et à promouvoir l'exploration de formes non violentes de transformation des conflits. Cela implique une volonté d'essayer de comprendre et de faire preuve d'empathie au niveau des mentalités, des visions du monde et des subjectivités des « autres » non occidentaux et en même temps un refus d'assumer ou d'imputer leurs intentions et leurs valeurs (Barkawi : 2004).

L'approche des « critical terrorism studies » est un engagement théorique et une orientation politique. Sur le point théorique, elle s'engage dans une exploration critique permanente de l'ontologie, de l'épistémologie et de la pratique des études sur le terrorisme et des pratiques antiterroristes, et elle cherche finalement à introduire des interprétations et des compréhensions alternatives dans un champ de discours établi. Sur le point politique, elle s'engage à faire une réflexivité éthique par rapport à ses propres pratiques de connaissance, à une « éthique critique politique » (Campbell : 2005) par rapport à un domaine plus large et à une politique émancipatrice en ce qui concerne les questions soulevées par la politique antiterroriste.

Choisir l'approche des « critical terrorism studies » avec un accent sur la notion d'émancipation, dans cette étude va permettre de démontrer que l'approche traditionnelle de la lutte contre le terrorisme va seulement perpétuer la situation de conflit dans les pays d'Afrique comme le Burkina Faso. En regardant le cas du Burkina Faso à travers les lentilles des « critical terrorism studies » les éléments qui ressortent sont l'important rôle joué le discours des autorités dans la manière dont la lutte antiterroriste est articulée. En effet grâce aux contributions d'auteurs comme Kodili Henry Chukwuma, Tahir Abbas, Jamie M. Jackson et Victoria M. Basham, Annick T. R. Wibben, Eamonn Grennan et Harmonie Toros, Emeka Thaddues Njoku etc, dans les revues des « critical terrorism studies » on remarque comment les autorités dépeignent « l'autre » qui est « le terroriste » comme « l'ennemi étranger ou que l'on ne connaît pas », dont il faut nécessairement en venir à bout quoiqu'il arrive. Ce qui justifie la réponse musclée pour laquelle le gouvernement a opté. Aussi, il y a la dimension du bien-être sociétal et la sécurité humaine est des éléments importants de l'approche des « critical terrorism studies ». Le bien-être de la société passe aussi par la liberté d'expression. Dans le cas pratique du Burkina Faso, la liberté d'expression est de plus en plus limitée par le gouvernement, sous le prétexte de la sécurité nationale.

Quelles sont les caractéristiques de la lutte antiterroriste au Burkina Faso ?

→ Pratiques et stratégies nationales de la lutte antiterroriste au Burkina Faso

Dans cette partie du travail, les différentes pratiques et stratégies de lutte contre le terrorisme adoptées par les décideurs burkinabè seront répertoriées. Des discours pour l'orientation de l'opinion publique, la réponse face à la menace terroriste, l'utilisation des auxiliaires ainsi que la création des groupes de défenses justifiant chacun les choix de stratégies pour la lutte contre le

terrorisme. Ces discours sont importants dans la création des pratiques de la lutte contre le terrorisme, car ils permettent de justifier les actions posées par les décideurs. Les logiques de lutte contre le terrorisme au Burkina Faso sont axées sur le fait qu'il ne faut pas fléchir devant la menace terroriste et qu'il faut coûte que coûte prendre les armes et combattre. Il ne faut pas paraître faible devant l'ennemi, raison pour laquelle le gouvernement dans ses correspondances avec la population tente tant bien que mal de cacher la gravité de la situation. Dans le cas du Burkina Faso, les terroristes sont dépeints comme les « ennemis » de la nation, mais tout en laissant un flou immense sur leurs identités.

◆ Discours des dirigeants burkinabè à propos du terrorisme :

Dans l'approche « critical terrorism studies » il y a cette dimension normative qui s'explique simplement par le fait qu'en identifiant qui est réellement « l'autre terroriste », les études sur le terrorisme fournissent en fait un jugement sur les personnes qui peuvent légitimement être malmenées, tuées... par l'État au nom de la lutte contre le terrorisme (Jackson R : 2007). C'est un trait récurrent dans la situation du Burkina Faso. En effet, quand on analyse la diversité de communiqués ou de discours adressés à la nation, par le président ou le gouvernement, on retrouve des marqueurs placés par l'État, afin de justifier leurs actions militarisées dans le but de la lutte contre le terrorisme sur le territoire.

Le dimanche 14 novembre 2021, il y a eu une attaque terroriste dans la province du Soum, dans la région du Sahel avec pour bilan 57 morts. À cet effet, un communiqué a été émis par le ministre de la Communication et des Relations avec le parlement, Porte-parole du Gouvernement :

« Le dimanche 14 novembre 2021 la province du Soum, dans la région du Sahel au Burkina Faso, a été cible d'une double attaque terroriste. En effet, aux environs de 5 h du matin, le détachement de gendarmerie de Inata a été attaqué par des groupes armés non identifiés. Le bilan provisoire à 16 h fait état de 28 soldats tombés et de 04 civils tués. 05 soldats ont rejoint la troupe portant à 27 gendarmes retrouvés.

Dans la même journée aux environs de 9 h, le détachement de Kelbo (commune rurale) a été pris pour cibles par des individus armés. La résistance des soldats et des volontaires pour la défense de la Patrie (VDP) a permis de repousser les assaillants. [...]» (Ministère de la Communication et des Relations avec le parlement, Porte-parole du Gouvernement : 2021).

Ce communiqué n'est qu'un exemple du discours sur les attaques terroristes, parmi d'autres, que les autorités burkinabè tiennent à l'endroit de la population. Le marqueur « autre terrorisme » est bien présent ici car la vision du gouvernement envers les responsables des attaques est : « c'est l'autre qu'on ne connaît pas ». Après analyse des correspondances du gouvernement à la population, le gouvernement n'identifie jamais les « Responsables » des différentes attaques ; ce sont toujours des individus armés non identifiés ou des assaillants, contre qui il faut rapidement agir. Aucun détail n'est donné aux populations, à part le fait que les attaques selon le point de vue du gouvernement sont catégorisées comme étant terroristes. Même sur le nombre de victimes, il y a un décalage entre ce que relaient les différentes presses et ce que le gouvernement annonce. Selon des auteurs comme Kodili Henry Chukwuma, Tahir Abbas, Jamie M. Jackson et Victoria M. Basham, Emeka Thaddues Njoku, dans les revues des « critical terrorism studies », cette

manière de faire des autorités burkinabè est liée à la définition de la menace terroriste qu'ils ont et qu'ils inculquent à la population au travers de leurs discours. En utilisant des mots comme « hommes armés non identifiés », CEA permet d'avoir un champ de frappe large sans avoir à donner d'explication sur l'identité des personnes victimes des frappes antiterroristes, car on ne savait déjà pas dès le départ vers qui exactement ils allaient frapper. Un ras-le-bol est observé auprès des populations, car elles sont laissées avec des questions sans réponse. Qui sont les commanditaires de ces attaques ? Pourquoi ces attaques se produisent ? Contre qui exactement est-ce que cette lutte antiterroriste est-elle menée ? Contre qui faut-il se protéger ?

L'approche des « critical terrorism studies » avance des valeurs et des priorités qui tournent autour de la sécurité humaine et de la société universelle, au lieu des conceptions traditionnelles et étroitement définies dans lesquelles l'État prime sur tout autre acteur. Avec cette vision des « critical terrorism studies », il est possible d'analyser que dans le cas du Burkina Faso actuellement, l'approche de lutte contre le terrorisme est plutôt traditionnelle. Le gouvernement et les autorités de l'armée ici, commande les actions à entreprendre dans la lutte antiterroriste, et la société est un peu laissée sur le côté, à moins qu'ils ne suivent l'approche violente que le gouvernement juge appropriée dans le combat qui est actuellement mené contre le terrorisme.

À l'issue de l'attaque du 14 novembre 2021, la population de Kaya au Burkina Faso a décidé de bloquer un convoi militaire français venant de Côte d'Ivoire et en partance pour le Niger. Les revendications de la population étaient qu'il ne voulait plus de l'intervention française et qu'ils avaient besoin d'explication sur la contenance du convoi. Il y a donc eu des affrontements entre la population et les militaires français à Kaya. Au vu de la situation et du ras-le-bol exprimé par les

populations, le gouvernement a décidé de suspendre l'internet mobile pour une durée de quatre-vingt-seize (96) heures à compter du 20 novembre 2021 sur toute l'étendue du territoire national. Cette décision va se voir même prolongée par l'émission même d'un autre communiqué du gouvernement. Le communiqué, initial, à ce propos émis le 22 novembre 2021, suit :

« [...], le Gouvernement a procédé à une suspension de l'internet mobile pour une durée de quatre-vingt-seize (96) heures à compter du samedi novembre 2021, à vingt (20) heures sur toute l'étendue du territoire national.

L'internet fixe n'est pas concerné par cette décision. » (Ministère de la Communication et des Relations avec le parlement, Porte-parole du Gouvernement : 2021).

Ce mouvement de protestation des populations ne fait pas partie des plans de lutte antiterroriste du gouvernement, il faut donc essayer de limiter la propagation des informations (vraies ou fausses) et l'éviter l'incitation à la protestation. Si les populations veulent à tout prix utiliser l'internet, elles sont obligées de rester à un point fixe, ce qui limite aussi les mouvements. Cette décision de suspendre internet et de limiter la liberté d'expression des citoyens fait des fâchés. De nombreux posts sur Facebook en font cas. Il y a pour exemple le post du compte « Le Balai Citoyen » mouvement burkinabè qui déclare que :

« [...] l'histoire retiendra que le président du Faso Roch Marc Christian Kaboré, répondant à la sollicitation de la France, a décidé de priver ses concitoyens de la liberté d'expression par la restriction de l'accès à internet pendant 4 jours. Cette grave décision a été prise afin de sécuriser les intérêts d'un pays étranger.

Pourtant depuis 6 ans, le président du Faso et son gouvernement se montrent incapables de prendre des décisions graves et nécessaires pour sécuriser les citoyens burkinabè.» (Facebook : 2021).

Contrairement aux affirmations du Balai Citoyen sur Facebook, le ministre Ousséni Tamboura, porte-parole du gouvernement, lors d'une conférence de presse le mercredi 24 novembre déclare que :

« Si cela peut vous satisfaire, il faut peut-être lier aussi le programme d'inhumation de nos combattants. Parce que la situation d'Inata a été très douloureusement vécue (...), nous avons pensé que notre nation avait besoin d'un silence où on va puiser nos forces morales afin de faire en sorte que nous puissions dignement enterrer nos soldats. Cette restriction est strictement liée à cela. » (Minute.bf : 2021).

L'approche des « critical terrorism studies » met un accent sur la notion de contestation comme le mentionne Emeka Thaddues Njoku dans son article *“The state of terrorism research in Africa”*, et dans le cas du Burkina Faso, l'approche traditionnelle de la lutte contre le terrorisme actuellement en vigueur, va seulement perpétuer la situation de conflit. Face à cette situation, l'analyste burkinabè Simon Pierre Douamba s'exprime : « Le “silence” et la “mauvaise communication” des autorités se révèlent “risquées”. “Les coups d'État au Mali et en Guinée ont eu des échos jusqu'ici, de plus en plus de citoyens pensent que la solution à la crise sécuritaire passera par l'arrivée de militaires au pouvoir”. » (Douce S : 2021). La tension est actuellement palpable dans la population. En effet, selon une interview menée par Sophie Douce correspondante du journal le monde à Ouagadougou, le mardi 23 novembre le chef de la coalition du 27 novembre

qui est un groupe de plus de 200 organisations de la société civile relance un appel à la manifestation le samedi 27 novembre 2021 sur l'entièreté du territoire burkinabè (douce S : 2021). L'objet de cette manifestation selon Hervé Ouattara, chef du mouvement du 27 novembre, est que : « Cela fait six ans qu'on ne fait qu'enterrer nos morts, la question n'est pas de savoir si Roch marc Christian Kaboré doit partir, mais plutôt comment » (Douce S : 2021).

En réponse à ce climat conflictuel qui s'annonce, selon Radio Omega, le maire de Ouagadougou lance au travers d'un communiqué lance une demande aux forces de sécurité, afin qu'ils fassent en sorte que les manifestations prévues qu'ils jugent illégales n'aient pas lieu sur le territoire communal (Traoré L : 2021).

Diaboliser l'ennemi pour justifier la force et les méthodes de ripostes, exclure toute négociation ou divulguer les revendications des terroristes est une des stratégies de communication utilisées pour la lutte antiterroriste. En ce sens on remarque dans son discours adressé à la nation le 25 novembre 2021, le président du Burkina Faso s'est vu tenir des propos tels que « (...) venir à bout de l'ennemi, le Burkina Faso ne pliera pas devant les forces du mal. » (Radio Télévision du Burkina Faso : 2021). Ici encore on voit l'image des terroristes que les autorités du pays ont choisi de véhiculer à la population afin de justifier la militarisation extrême de la lutte contre le terrorisme sur le territoire.

Dans un autre communiqué du gouvernement burkinabè, adressé à la population à propos de l'attaque terroriste du 04 octobre 2021, publié le jour même, on peut lire :

« Le détachement militaire de YIRGOU a été la cible d'une attaque terroriste au petit matin du lundi 04 octobre 2021 vers 4 h.

Face aux assaillants venus en grand nombre et lourdement armés, les militaires ont fait preuve d'une grande combativité en leur opposant une riposte vigoureuse. Une contre-offensive terrestre et aérienne a immédiatement été déclenchée pour neutraliser les assaillants.

Au bilan, on dénombre **14** militaires tombés au cours des combats et **07** blessés évacués, pris en charge dans les structures sanitaires des Forces armées nationales. Plusieurs terroristes ont été neutralisés au cours de la riposte.

En ces douloureuses circonstances, le ministre délégué auprès du Président du Faso, chargé de la Défense nationale et des Anciens Combattants, au nom du Président du Faso, chef suprême des Forces Armées nationales et le ministre de la Défense nationale et des Anciens Combattants, présente ses sincères condoléances aux proches des disparus et souhaite un prompt rétablissement aux blessés.

Il réitère ses encouragements à l'ensemble des forces engagées dont la détermination à défendre le territoire national reste intacte. Il exhorte l'ensemble de la Nation à faire corps avec les Forces armées Nationales dans la lutte contre cette aveugle Barbarie. » (Ministère de la Défense nationale et des Anciens Combattants : 2021).

Dans ce communiqué, les « exploits » militaires des forces de Défense nationale sont mis de l'avant, mais sans grande précision. Le nombre de terroristes saisis reste inconnu. Mais dans ce

cas de figure où il est question de capture de « terroristes », il n'est plus question « individus armés non identifiés », mais le label « terroriste » est entré en jeu. Mais la question du manque de précision reste posée, car pourquoi le nombre de morts et de blessés est connu, mais le nombre de terroristes censés être en captivité n'est pas connu ?

Dans une autre communiquée administrative du 31 mai 2021, on constate :

« Le Gouverneur de la région de l'Est a le profond regret de porter à la connaissance de la population que dans la journée du samedi **30 mai vers 13 heures**, un groupe de terroristes à attaqué le marché de bétail de Kompiembiga, village situé à 15 km de Pama sur l'axe Fado-Pama.

Le bilan provisoire de cette tuerie serait de vingt-cinq (25) morts et plusieurs blessés.

Face à cette douloureuse épreuve, le Gouverneur présente ses condoléances aux familles éplorées et souhaite prompt rétablissement aux blessés.

Cette nième attaque perpétrée par les ennemis du peuple vient, une fois de plus, rappeler la nécessité d'une franche collaboration entre les FDS et les populations afin de vaincre ensemble l'hydre terroriste.

Le Gouverneur condamne fermement cette attaque lâche et barbare et rassure la population qu'une mission de ratissage est en cours. » (Ministère de l'Administration territoriale de la Décentralisation et de la Cohésion sociale : 2021).

Dans ce communiqué on revoit encore les mêmes traits, présents dans la majorité des discours tenus par les autorités, qui se présentent par l'utilisation fréquente des termes comme ennemis, terroriste, force, condamnation, lâche et autres.

En accord avec cette vision du terrorisme retranscrite par les discours des autorités, le Burkina Faso fait partie du G5 Sahel qui partage la même vision. Le G5 Sahel qui une organisation régionale (sahel) a vu le jour en 2017. Le G5 Sahel peut être défini comme étant une force militaire conjointe qui a pour mission de lutter contre le terrorisme en assurant la sécurité des frontières communes des cinq pays, francophones, membres qui sont : le Burkina Faso, le Niger, le Mali, le Tchad et la Mauritanie (HRW : 2018). Après avoir été victime d'un attentat à son siège situé au Mali, le G5 Sahel a dû suspendre ses opérations en juin 2018 et a repris ses activités en janvier 2019 après un peu plus de six mois (AFP : 2019). La force conjointe qu'est le G5 Sahel depuis janvier 2019 a mené quatre opérations dans le cadre de la lutte contre le terrorisme (Conseil de sécurité des Nations Unies : 2019).

Depuis la date du 5 février 2019, le Burkina Faso préside la force conjointe du Groupe des cinq pays du Sahel (Douce S : 2019). Dans son article de février 2019, le Guichaoua Yvan, après une analyse, déclare que les armées composant le G5 Sahel ne sont pas assez préparées (Guichaoua Y est Nasaibia H : 2019). Pour surenchérir, le Secrétaire général des Nations unies dans son rapport de mai 2019 à propos du G5 Sahel explique que, la force conjointe du Groupe des cinq pays du Sahel a atteint 75 % de sa capacité opérationnelle. Le « manque important de formation, de moyens

et de matériel » est les difficultés évidentes et importantes de la force conjointe (Conseil de sécurité des Nations Unies : 2019).

À la même période de la publication du rapport du Secrétaire général des Nations unies, les représentants du G5 Sahel ont déclaré qu'à eux tout seuls ils ne parviendraient pas à atteindre leur but qui est de lutter contre le terrorisme. Dans cette lancée, ils ont donc exprimé le besoin d'une coopération avec la communauté internationale, lors du Conseil de sécurité des Nations unies, afin de lutter contre le terrorisme dans le Sahel.

◆ Approche militarisée : Prendre les armes

Rinadlo Depagne de l'International Crisis Group, dans le journal de monde, estime que face aux groupes terroristes, le gouvernement a choisi une « réponse plus forte et plus répressive », mais aussi que « son manque d'organisation ne lui permet plus d'imposer l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire » (doux S : 2019).

Adopter une approche militaire est la stratégie principale, de lutte contre le terrorisme, que le Burkina Faso a choisie (Sigworth R: 2019). Faire ce choix pourrait résulter d'une vision, étatique, violente de la sécurité et de l'antiterrorisme, ou signifier que l'État a quelque peu confiance en la force armée nationale qui, toutefois a subi une purge après la chute de l'ancien régime de Blaise Compaoré grâce à une insurrection populaire en octobre 2014, suivie d'une tentative de coup d'État, un peu moins d'un an après, en septembre 2015. Suite à ces différents événements, le Régiment de Sécurité présidentiel a été dissous. Le Régime de Sécurité présidentiel était pourtant un pion crucial de l'armée car, il n'était pas seulement la garde de l'ex-chef d'État

burkinabè Blaise Compaoré, mais cette unité était en plus une unité d'élite de l'armée nationale et un véritable service de renseignement (Jeune Afrique : 2018). Cette unité en elle seule représentait 10 % de l'armée nationale (ISSAT : 2020). Cela a donc entraîné l'effondrement de tout le système sécuritaire burkinabè (doux S : 2018), et les conséquences structurelles de cet acte sont encore palpables à ce jour (ISSAT et DCAF : 2018).

L'appareil sécuritaire burkinabè tente de se reconstruire, comme le démontre le rapport de l'International Security Sector Advisory Team (ISSAT) :

« [u]ne Agence nationale de renseignement, rattachée à la présidence de la République, a été fondée en 2015. Cette agence récente s'intéresse notamment à la montée du fondamentalisme au plan national. Sur la base de son travail, les autorités procèdent ainsi à un encadrement des activités des prédicateurs au travers d'un suivi des prêches, pouvant mener jusqu'à l'arrestation de certains individus jugés coupables de tenir des propos extrémistes. Ces mesures de contrôle se sont également manifestées par des expulsions du territoire. Entre 2013 et 2017, plus de 400 prédicateurs étrangers auraient ainsi été répertoriés » (ISSAT et DCAF : 2018).

En 2017, une loi ordonnant la création, l'organisation et le fonctionnement d'un pôle judiciaire spécialisé dans la répression des actes terroristes a été adoptée (UNODC : 2017). « Ce pôle, hébergé au tribunal de grande instance de la capitale, a pour objectif de permettre un traitement plus efficace et plus rapide des cas relatifs au terrorisme et à son financement » (ISSAT et DCAF : 2018). Aussi, en 2017, un amendement du Code de procédure criminelle permet des perquisitions, dans certaines circonstances, à tout moment et sans avoir besoin du consentement

de la personne concernée (Amnesty International : 2017). Pour finir, la justice militaire est régi par une loi qui lui permet de juger les civils, et cela en toute indépendance du Conseil supérieur de la magistrature (Amnesty International : 2017). L'Assemblée nationale a également voté un nouveau code de procédure pénale, en, mais 2019, qui à pour but de raccourcir les procédures pénales qui ont trait aux affaires de terrorisme (USDOS : 2020).

Un rapport de l'International Crisis Group, donne des détails sur le manque d'organisation dont il est question :

« Les problèmes structurels, manifestes depuis longtemps, incluent le manque de communication entre les grades, la rivalité entre les différentes agences, la piètre qualité de la formation, la pénurie d'avions et d'autres moyens de transport et le nombre insuffisant de soldats. En raison du manque d'effectifs, d'une planification inadéquate et du refus de nombreux soldats d'être déployés dans des régions reculées, près d'un tiers du territoire est pauvrement sécurisé » (International Crisis Group : 2019).

Cette déclaration peut porter à croire qu'il y a peut-être un lien avec l'utilisation des milices. La militarisation de l'approche burkinabè montre des failles qui prouvent qu'elle n'est pas vraiment aboutie ce qui influence son efficacité dans la lutte contre le terrorisme.

Une repose par la force nécessite une force de défense au niveau de la menace. Mais l'appareil militaire du Burkina Faso dans son ensemble présente des limites qui impactent négativement la lutte. En février 2020, rapport de l'International Crisis Group déclare qu'il y a de nombreuses failles dans l'appareil sécuritaire burkinabè. Ces failles sont les suivantes : un manque de capacités humaines et matérielles, qui se fait ressentir par de très faibles moyens aériens ou par

des unités spéciales ne bénéficiant pas de formation adéquate par rapport aux conflits asymétriques ; un très faible maillage sécuritaire car les forces sécuritaires ne sont présentes que sur 70 % du territoire ; la concentration de moyens alloués au Régiment de Sécurité présidentielle sous l'ancien chef d'État Blaise Compaoré, éliminé en 2015 ; et des fractures et rivalités internes entre les gendarmes et les militaires causées par la transition de 2014 à 2015 ne renforcent pas le bien-être des services en questions (international Crisis Group : 2020).

Pour intensifier les efforts face à la détérioration alarmante de la situation sécuritaire du pays, le président du Burkina Faso a procédé à la nomination d'un nouveau gouvernement et d'un nouveau chef d'état-major, en février 2019 (Conseil de sécurité des Nations Unies : 2019).

Les interventions, comme les raids, que les forces armées burkinabè mènent en mesure de rétorsion aux attaques terroristes, permettent la neutralisation des assaillants et causent la mort de bons nombres d'entre eux. En mars 2019, une opération appelée « Otapuanu » s'est focalisée sur le centre-est de territoire et « conjugue actions terrestres et aériennes et a pour objectif de neutraliser les groupes terroristes présents dans la zone, proche de la frontière avec le Niger, le Bénin et le Togo » (Ledure N : 2019). Malgré le « succès » de l'opération, Armed Conflict Location & Event Data Project estiment qu'elle n'a causé qu'un retrait temporaire des militants djihadistes dans la région du centre-est et une augmentation correspondante des attaques dans d'autres zones du pays (Nsaibia H : 2019). Une autre opération nommée « Ndofu » s'est focalisée sur le nord du pays en mai 2019 (Le Pays : 2019).

Les forces armées doivent aussi faire face au fait que les habitants de la zone du Soum les voient eux et les fonctionnaires comme des « corps étrangers cherchant à s'enrichir », et non à fournir des services (COI Focus : 2019). Cela entraîne donc une réticence à la collaboration avec les représentants des autorités, venus d'autres provinces et au comportement parfois brutal (international Crisis Group : 2017). Un autre obstacle à cette pratique de lutte contre le terrorisme au Burkina Faso est que, souvent les forces armées envoyées dans les zones reculées du nord ne maîtrisent pas forcément la langue locale (le fulfulde) ou ne comprennent pas les coutumes (Observatoire Pharos 2019).

L'approche militaire est très coûteuse pour le gouvernement et perdurer dans ce choix est désavantageux envers les autres secteurs dans lesquels il faut investir pour le développement du pays. Avec cette approche, tout le focus et la majorité des fonds sont dirigés vers le secteur sécuritaire. Le spécialiste Guichaoua Yvan déclare également que la multiplication des fronts djihadistes est donc problématique pour les forces nationales de lutte contre le terrorisme. Il ajoute que du point de vue des groupes djihadistes, un déplacement des zones d'opérations augmentent les coûts de manière linéaire tandis que du point de vue des forces de lutte contre le terrorisme, ce coût augment de façon exponentielle (France Culture : 2019).

Il y a des constats qui font lieu du fait que les forces de sécurité burkinabè ont parfois eu à recourir de manière exagérée à la violence, aux exécutions extrajudiciaires et aux violations des droits de l'homme, souvent sans épargner les civils, et tout cela au nom de la lutte contre le terrorisme (FES : 2020). L'International Crisis groupe déclare que :

« Les opérations antiterroristes ont souvent donné lieu à l'élimination des suspects plutôt qu'à leur arrestation et généré de multiples abus contre des civils. Loin d'enrayer la menace — en dépit de plusieurs attaques déjouées depuis décembre 2019 — elles poussent ceux qui se sentent injustement victimes de la violence de l'État, en particulier au sein des communautés peules, à rejoindre les jihadistes » (international Crisis Group : 2020).

Toujours dans le cadre des pratiques de lutte contre le terrorisme, il y a souvent des cas de figure où les membres des forces nationales de sécurité appartiennent aussi à des forces non étatiques (ISSAT : 2020). L'État n'a qu'un contrôle limité sur la déclinaison des pratiques de lutte antiterroriste au sein de laquelle les civils prennent les armes. Une telle pratique associée à une réponse essentiellement militaire, contre le terrorisme, « conduit à des abus favorisant les recrutements jihadistes et leur basculement dans une violence aveugle » (international Crisis Group : 2020).

Mahamadou Savadogo, en février 2021, commente la stratégie étatique de lutte contre le terrorisme en ces mots : « la réponse des autorités burkinabè est toujours essentiellement militaire et la seule chose qui a changé, c'est que l'on a compris qu'il fallait compter avec la population. Mais le seul problème est qu'aucune stratégie n'a encore été mise en place pour mettre la population en confiance et la "récupérer" » (Diallo A : 2021).

L'approche militarisée pour laquelle le Burkina Faso a opté pour la lutte contre le terrorisme présente des limites qui ne sont pas bénéfiques dans l'effort, de l'État, dans l'obtention de la confiance de la population.

◆ Utilisation d'auxiliaires : VDP, Kolgwéogos

En plus des services de l'État mis en place pour lutter contre le terrorisme, des structures communautaires se sont formées d'elles-mêmes, ainsi que par l'État, afin de contribuer à la lutte contre l'insécurité au Burkina Faso. Ce sont des groupes de veille et d'autodéfense composés des miliciens *koglweogos* de *Da Nan Ambassagou*, d'associations *wend panga*, d'associations de chasseurs traditionnels *dozos* et de *volontaires pour la défense de la patrie ou VDP* (COI Focus : 2020). Ces groupes de défense qui œuvrent pour la lutte contre le terrorisme changent le fond et la forme de la lutte antiterroriste, car de base cette lutte était censée être menée par les forces armées du pays. Ce phénomène s'explique par l'évolution de la définition de la menace entre le début des attaques terroristes sur le territoire, où l'on percevait la menace terroriste comme nouvelle mais maîtrisable et passagère, et leur évolution avec le temps, où l'on perçoit la menace terroriste comme récurrente perpétrée par des ennemis de la nation que l'on doit coûte que coûte éradiquer. La vision de ce qu'était la menace terroriste par les autorités burkinabè s'est amplifiée avec le temps, ce qui a entraîné l'emploi de moyens peu orthodoxes comme l'implication des civils dans le maniement des armes et le combat au front. Cette vision de l'ennemi présente une nécessité d'une perspective locale et d'une sécurité coproduite entre les forces étatiques et celles locales.

Les *koglweogos* sont le noyau de ces groupes communautaires de lutte contre l'insécurité au Burkina Faso. Ils se donnent pour mission de prendre en charge l'administration de la justice et ils occupent une place, pas des moindres, dans la mosaïque sociale et politique du pays, tout cela dans le souci de se propager davantage sur tout le territoire (TV5 Monde : 2020). Leur mode d'action n'est pas le plus éthique, car ils se chargent eux-mêmes de l'organisation des procès, en étant eux-mêmes les juges et les procureurs, des personnes qu'ils interceptent et qui n'ont pas de représentants pour leur défense. Une pratique récurrente chez les *koglweogos* est l'utilisation de

violence, souvent extrême, afin d'obtenir des informations de la part des prévenus qui elles n'ont pas toujours la chance de s'en sortir vivantes (Van Vyve. V : 2018). Cette structure communautaire a vu jour dans le souci de combler la faille que présente l'État quand il est question de la protection des personnes, des animaux et des ressources naturelles des communautés locales.

Les *koglweegos*, au niveau financier, imposent des taxes lors des différents contrôles routiers, ou ils imposent des sommes d'argent conséquentes aux familles des personnes qu'ils interceptent en contrepartie de leur libération (COI Focus : 2020). Les *koglweegos* ne sont pas une entité homogène et surtout, ne sont pas dans les bonnes faveurs de toute la population burkinabè.

Quant aux *VDP*, ils ont vu le jour grâce à une loi votée en janvier 2020 (Journal officiel du Burkina Faso : 2020). Le dispositif des *VDP* est composé de supplétifs volontaires, qui ont pour mission principale de renseigner. Ils sont formés, en environ quinze jours, formation durant laquelle ils se voient enseigner le maintien des armes légères et les tactiques militaires de base. Dans le but d'accomplir leur mission, ils doivent souvent patrouiller armés et encadrés de militaires. L'État apporte un soutien financier aux *VDP*, à une fréquence mensuelle (Burkina24 : 2021). Les conditions de ce soutien financier ont été déterminées par un arrêté ministériel d'avril 2020 (Lefaso.net : 2020). La justice n'est pas incluse dans le système des *volontaires pour la défense de la patrie* (Tisseron A : 2021). Il y a tout de même un doute sur l'efficacité des *VDP*, et cela est dû à différents facteurs tels : une courte formation, les équipements, la coordination avec les forces de défense et les encadrements administratifs et sanitaires (COI Focus : 2021). Il existe un déphasage dans l'accueil des *VPD* par les différentes forces armées, avec l'armée la collaboration est positive, tandis qu'avec les polices c'est carrément l'opposé (Tisseron A : 2021).

Le petit nombre de volontaires qui ont été recrutés démontre clairement que le processus de recrutement des *VDP* a été assez lent (Franceinfo : 2020) et peine à atteindre les objectifs fixés. Le premier recours des autorités était les *koglweogos* qui aident au recrutement (Franceinfo : 2020). Dans un écrit de la FES, il est mentionné qu'en début juin 2020, sur un objectif de 13 000 volontaires à recruter, il n'y avait que 2 000 qui avaient été recrutés (Tisseron A : 2021). L'un des problèmes de cette pratique de lutte contre le terrorisme est, selon l'International Institute For Counter-Terrorism, est que le fait de mettre des armes entre les mains de civils peut inciter les militants islamistes à commettre des raids dans les zones concernées, qu'ils voient comme sources d'armes et de munitions (International Institute For Counter-Terrorism: 2020). Pour l'International Crisis Group, cet appel à la mobilisation de volontaires est « un aveu de l'incapacité des forces de défense et de sécurité à assurer seules la sécurité du territoire » (international Crisis Group : 2020).

Beaucoup de bruits et d'avis différents fusent de toutes parts à l'appel aux volontaires pour la défense de la patrie. On dénote qu'il y a eu des oreilles attentives et que l'appel n'est pas passé inaperçu. Comme le mentionne la FES dans son rapport « de nombreuses voix de la société civile et de la communauté des chercheurs ont exprimé leurs inquiétudes en matière des droits humains et à propos des risques inhérents à la création des *VDP* » (Tisseron A : 2021). À ce même propos, le secrétaire général des Nations Unies a aussi fait le constat que la création de ces différents groupes « a aggravé les tensions ethniques en certains endroits et fait craindre des violations des droits humains » (Conseil de sécurité des Nations Unies : 2020). Une hypothèse émise par de nombreux analystes déclare qu'une implication de ces volontaires dans des massacres n'est pas exclue (Malagardis M : 2020). Armed Conflict Location and Event Data Project ou ACLED, entre

le 26 avril et le 17 octobre 2020, a recensé environ 17 cas de violences contre des civils impliquant des VDP dans plusieurs provinces du Burkina Faso. La FES surenchérit en déclarant que le chiffre réel est « très probablement beaucoup plus important » que celui mentionné par l'ACLED (Tisseron A : 2021). Encore une fois en rapport avec cela, la FES déclare que :

« l'adoption et la mise en œuvre de la loi sur les VDP ouvrent une boîte de pandore en légalisant des pratiques illégales et dangereuses pour l'avenir du pays, surtout lorsqu'ils agissent dans des localités isolées sans contrôle des forces de défense et de sécurité et qu'ils s'inscrivent dans des dynamiques locales de conflit au service d'autorités locales s'appuyant sur eux pour promouvoir leurs objectifs » (Tisseron A : 2021)

Avec une vision d'ensemble, la FES mentionne que « la relation entre l'État et les groupes d'autodéfense est un mélange de tolérance, de pragmatisme et de tentatives d'encadrement » (Tisseron A : 2021). Selon des affirmations de l'institut néerlandais des relations internationales Clingendael et la FES, le gouvernement central de Ouagadougou a favorisé une relation de collaboration non officielle avec les groupes d'autodéfense. Ce même gouvernement tolère et considère ce vigilantisme comme une forme de bon marché d'application de la loi dans les régions éloignées, mais n'hésite pas à recourir aux institutions officielles pour maintenir les activités de vigilantisme sous le contrôle (relatif) de l'État (Wendyam H.L: 2020). Des chercheurs de Network of Researchers in International Affairs ou NORIA ont fourni des exemples où il y a eu des arrestations et condamnations de *koglweegos* lorsque les autorités estiment qu'il y a eu des excès (Da Cunha Dupuy R et Quidelleur T : 2018). À l'opposé de cette déclaration, la FES affirme que « des *koglweegos* soupçonnés de violences contre des civils n'ont été ni jugés, ni condamnés ces dernières années » (Tisseron A : 2021).

Pour la FES, cette délégation de responsabilité de la sécurité aux civils risque d'augmenter les violences contre les civils et de fragiliser l'État de droit (Tisseron A : 2021). Des sources déclarent que les Peuls sont victimes d'abus de droits de l'homme, de meurtres, car ils sont considérés comme recrues des djihadistes, autant de la part des *koglweegos* que des *VDP* (Lefaso.net : 2020). Les principes fondamentaux de l'État de droit, tels que la présomption d'innocence, ne sont pas tout le temps respectés par les activités des différents groupes de défense communautaire (Franceinfo : 2020). Autant de violence contre les présumés délinquants ne saurait ne pas avoir d'impact sur la cohésion nationale, sur la communautarisation de la conflictualité et sur le développement des groupes djihadistes (Tisseron A : 2021). Cela est dû au fait que certains groupes d'autodéfense tels que les *koglweegos* sont accusés d'agréments les tensions inter-ethniques en s'en prenant à toute personne qui n'appartient pas au groupe ethnique mossi (Gänsler K et Quenum F : 2020). L'institut Clingendael affirme que *les koglweegos, les dozos, les rougas et les VDP* sont devenus les principaux acteurs de violence au Burkina Faso (Wendyam H.L: 2020).

Malgré cela, les groupes communautaires d'autodéfense bénéficient tout de même du soutien de la population burkinabè, qui est fatiguée de l'incapacité de l'État à assurer leur sécurité (ISSAT : 2020).

◆ Négociations avec les différents groupes terroristes

Cet aspect des pratiques et stratégies de lutte contre le terrorisme au Burkina Faso à vu le jour grâce à la diplomatie de l'ancien chef d'État burkinabè Blaise Compaoré (COI Focus : 2019). En effet, il faisait preuve d'indulgence envers certains groupes djihadistes, au travers de certains

accords, ce qui permettait d'épargner au Burkina Faso les différentes attaques terroristes (COI Focus : 2019). En plus, cette approche était entre autres avantageuse car « le système de renseignement reposait davantage sur des hommes et leurs réseaux que sur des institutions » (ISSAT et DCAF : 2018). Mais avec le chef d'État, Roch Marc Christian Kaboré, et le gouvernement actuel du Burkina Faso, cette trêve semble avoir pris fin, car ils sont moins disposés à faire une collaboration avec les différents groupes radicaux (COI Focus : 2019). En plus, les différents groupes radicaux sont « plus dispersés, moins hiérarchisés et, pour certains, endogènes » (Foreign policy via Courrier international: 2019). Avec de telles réalités, maintenir le contact avec des structures pareils et avec un système sécuritaire affaibli et divisé est une tâche complexe (Douce S : 2019).

Le gouvernement du Burkina Faso a donc préféré une stratégie militaire, au lieu de dialoguer avec les groupes armés (international Crisis Group : 2020). Pourtant lors de la campagne présidentielle en novembre 2020, il y a eu de nombreux candidats qui ont prôné les négociations avec les groupes armés, comme possible stratégie de lutte contre le terrorisme, plus efficace et moins meurtrière (Douce S : 2020). Constat est fait et est relaté par de nombreuses sources, depuis début 2021, qu'il y a des signes qui indiquent que ce refus catégorique est en train d'être révisé, et qu'il y aurait même des négociations en cours dans la province du Soum (Radio France Internationale : 2021). The New Humanitarian, après enquête, déclare qu'une série de réunions secrètes entre les hauts fonctionnaires et des djihadistes ont eu lieu. Elles ont débuté avant les élections présidentielles de novembre 2020, dans la commune de Djibo cis dans le Soum (Mednick S : 2021).

Le sujet des dialogues reste très sensible (Radio France Internationale : 2021). À l’opposé du Burkina Faso, le Mali assume de manière officielle qu’il dialogue avec différents groupes djihadistes. Jusqu’à l’heure actuelle, les autorités du Burkina Faso ne se reconnaissent pas dans les dires affirmant qu’il y a des dialogues qui se font (Lefaso.net : 2021), même si le sujet devient de moins en moins tabou, comme le rapporte le journal Libération datant de mars 2020 (Gouvy C : 2021). On peut citer comme exemple, l’information du journal L’Événement qui relate qu’en 2020, dans le cadre de négociation pour la pays avec le Groupe de Soutien à l’Islam et aux Musulmans, plus d’une vingtaine de présumés terroristes ont été relâchés (Omega médias : 2021). Information qui a une fois de plus été démentie par le gouvernement du pays (Boudani Y : 2021).

Toujours concernant les négociations, vu la position prise par le gouvernement, il est constaté que certains leaders locaux ont pris les devants afin d’épargner la vie des populations. Comme on peut le lire dans un article de « the humanitarian », deux groupes ont mis de côté leurs différences comme le font souvent les Burkinabè — en s’asseyant à l’ombre d’un arbre, échangeant des plats de viande de chèvres, de yaourt et du thé traditionnel. Cette situation est bien loin d’être ordinaire car un groupe était composé de plusieurs membres armés adhérents au groupe Al-Qaïda, et d’un autre groupe composé de résidents locaux non armés dont plusieurs victimes de près ou de loin de ces miliciens. Selon un des leaders communautaires présents : « [n]ous pensons qu’il est important de parler [aux djihadistes] afin d’appréhender la crise à un niveau local, et de préserver les vies humaines ». (Mednick S : 2021).

Cet aspect de négociations dans le but de lutter contre le terrorisme n’est pas très présent dans les données empiriques. Est-ce une réalité refoulée ? Ou est-ce un aveu de faiblesse que de

vouloir négocier au lieu de combattre avec les armes ? Est-ce pour cela que le sujet n'est pas beaucoup discuté et couvert dans la matière empirique ?

L'aspect des négociations ne va pas avec l'approche militarisée de la lutte antiterroriste au Burkina Faso. Raison pour laquelle, même s'il y a des démarches qui vont dans ce sens, le gouvernement le nie car cela serait selon lui faire preuve de faiblesse et de l'inefficacité de la méthode actuellement employée.

◆ Facilitations des relations avec les populations locales

Les actions terroristes au Burkina Faso ont eu un impact entre les relations intercommunautaires, mais aussi sur la confiance qui existaient entre la population du pays et l'État. À cet effet, le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) s'exprime en disant :

« Au niveau communautaire, le Burkina Faso qui était réputé de sa relative cohésion sociale nonobstant la soixantaine d'ethnies, la pluralité des confessions religieuses, enregistre de plus en plus, des conflits ouverts intercommunautaires et intracommunautaires. En effet, depuis 2016, des crises communautaires ont éclaté au Burkina Faso pour des motifs divers. Si pour certaines telles que celles qui opposent généralement cultivateurs et éleveurs, l'occupation foncière peut en être l'origine, pour d'autres, la chefferie coutumière, les suspicions relatives aux attaques terroristes s'érigent en explication. Il en est ainsi des conflits communautaires à Barani, dans la région de la Boucle du Mouhoun, à Yirgou dans la région du Centre-Nord, à Orodara, dans la région des Hauts-Bassins, à Banfora dans la région des cascades etc. La montée des conflits communautaires coïncide avec la dégradation progressive de la sécurité » (UNFPA : 2020).

Armed Conflict Location and Event Data Project déclare que le gouvernement joue aussi un rôle dans l'augmentation des violences entre les communautés locales. Le projet explique cette responsabilité par le fait que le gouvernement favorise certaines communautés et groupes armés associés, au détriment d'autres qui sont stigmatisés et persécutés, ce qui entraîne des cercles vicieux de violences entre les communautés (Nsaibia H : 20 219). Amnesty International, au travers de certains témoignages, donne l'exemple du massacre qui a eu lieu dans la province du Yatenga le 8 mars 2020, où un groupe armé d'autodéfense avait commis ce forfait (Amnesty International : 2020). Pourtant dans le communiqué qui a suivi ce forfait, le gouvernement ne fait pas cas des groupes d'autodéfense, mais plutôt « des hommes armés non identifiés », termes généralement utilisés pour indiquer des terroristes (Observatoire pour la Démocratie et les Droits de l'Homme : 2020).

Avec la dynamique des choses, l'International Institute for Counter-Terrorism avait annoncé une continuation des violences communautaires au cours de l'année 2020 (International Institute for Counter-Terrorism: 2020). Contrairement aux prévisions, en 2021, des efforts de réconciliation sont constatés. Radio France Internationale déclare en mars 2021 que les chefs de la communauté peule, qui est la plus ciblée dans les violences entre communautés depuis l'ascension du terrorisme, constate une accalmie, voire même une amélioration de la situation (RFI : 2021). En effet, les chefs de la communauté peule et plusieurs responsables de la région de l'Est ont pris part à une audience avec le ministre de la Réconciliation nationale du Burkina Faso (RFI : 20 201). À l'issue de l'entretien avec le ministre, selon l'interview recueillie par Yaya Boudani correspondant de Radio France Internationale à Ouagadougou, le porte-parole de la délégation communautaire Issouf Diallo, s'exprime :

« Les choses vont de mieux en mieux. Mais quand même, nous avons informé le ministre qu'il persiste encore quelques actes de certaines communautés ou de certaines forces d'autodéfense, qui ressemblent fort bien à de la stigmatisation.

Cela persiste toujours, mais il y a beaucoup d'amélioration et la délégation a demandé au ministre d'État de s'impliquer, pour permettre à la communauté peule non seulement de vivre en paix avec les autres communautés, mais aussi de participer à la paix et à la construction de la paix et de la cohésion sociale.

Que tous les acteurs de la réconciliation comprennent et acceptent qu'il n'y a pas de communauté qui s'est dressée contre les autres communautés : il y a des bandits qui se sont dressés contre toutes les communautés et qui cherchent à les diviser.

Si déjà on arrive à faire ce discernement, il est clair que la réconciliation viendra d'elle-même, parce que les communautés auront compris, et ensemble, elles vont faire face à la terreur que nous vivons au quotidien dans la région de l'Est » (RFI : 2021).

Toujours dans cet élan de réconciliation, « [1] e palais du chef peul de Thioy a arbitré le dimanche 07 novembre 2021 une assemblée générale qui a regroupé les membres des communautés peules, mossi et dogons. Au cours de cette rencontre, il a été prêché l'union, la cohabitation pacifique, la cohésion sociale pour contrer les attaques meurtrières » (Fasonord : 2021). L'effort de réconciliation et de facilitation des relations entre les communautés ne doit pas être la tâche d'un seul parti, et à cet effet, lors de cette rencontre, un intervenant a vivement invité

le gouvernement et les dirigeants au plus haut niveau à travailler avec eux, afin de consolider la justice sociale, la bonne répartition des richesses, la meilleure représentativité des élus et des acteurs politiques, la prise en compte et la bonne écoute des préoccupations des populations à la base (Fasonord : 2021).

Conclusion

En somme, les pratiques et les stratégies de lutte contre le terrorisme au Burkina Faso tournent autour d'une approche militarisée décidée par les autorités du pays. La logique et les politiques qui se cachent derrière ce choix sont que le mot d'ordre est que les « terroristes » sont des corps étrangers ennemis qu'il faut éradiquer à tout prix. Le délaissement du gouvernement burkinabè sur les zones du nord et du sahel favorise l'augmentation de l'insécurité sur le territoire. La pauvreté et l'absence de services publics augmentent la difficulté de la lutte contre le terrorisme. La présence des groupes djihadistes tels que Ansarul Islam, l'État islamique dans le grand Sahara et le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, s'explique en grande partie par l'insécurité qui règne au Mali, et a la frustration des populations « abandonnée » a leur sort qui sert de relais pour l'implantation et la coordination des attaques au Burkina Faso.

Les attaques de groupes terroristes se caractérisent par des pillages, des enlèvements, des interdictions d'exercer des commerces, la fermeture de marchés et d'écoles, l'interruption d'évènements, des embuscades sur les convois routiers ainsi que des exécutions de civils.

Grâce aux « critical terrorism studies » on arrive à comprendre que l'approche de la lutte contre le terrorisme au Burkina Faso, n'est pas la plus efficace. On remarque que le gouvernement à une définition extrême de la menace, ce qui justifie la réponse extrême de la lutte contre le terrorisme auprès des populations. La réponse militaire du gouvernement burkinabè peine à

répondre efficacement à la menace terroriste, car désorganisée depuis le soulèvement populaire de 2014 causant la chute du pouvoir du président Blaise Compaoré et de la dissolution du régiment de sécurité présidentiel (RSP). Le Burkina a recours pour l'aider dans la sécurisation du territoire à des opérations conjointes et coordonnées des forces, dont une intervention militaire française (Barkhane), une mission de maintien de la paix des Nations unies (MINUSMA) et une force conjointe régionale (G5 Sahel).

Bien que les attaques et les actes d'intimidation visent tous les groupes ethniques du Burkina, un amalgame associe les Peuls aux projets des djihadistes. Ceci engendre des tensions communautaires qui pour la plupart des cas opposent les Peuls aux Mossis ou aux Foulés. Une partie (Peuls) accusée de soutenir les groupes islamistes armés et une autre (Mossi, Foulés) venant en soutien aux forces de sécurité. Mais le constat est que plusieurs attaques ont eu pour cible des fonctionnaires de l'État, des acteurs de l'éducation, des civils en faisant abstraction de leur groupe ethnique et même les chrétiens qui pourtant vivent en parfaite harmonie avec les musulmans. Ce qui augmente le sentiment d'insécurité de la population car personne n'est à l'abri.

Le nombre d'attaques et la diversité des cibles empêchent d'avoir un profil clair et connaître les vraies motivations des assaillants. Le gouvernement dépeint les terroristes étant des individus armés non identifiés, des ennemis de la nation, des lâches dans toutes les communications adressées au peuple burkinabè afin de justifier l'usage de la force militaire pour mettre un terme aux attaques et à la menace terroriste au détriment de la négociation.

Ouagadougou, la capitale a été témoin de trois attentats faisant plusieurs morts et blessés en 2016 et 2017. Prenant sa source dans la région du nord et du sahel, la menace terroriste s'est étendue dans les régions de l'Est et du Sud-ouest. Le nombre de déplacés internes croissant de jour

en jour, allant jusqu'à cent cinquante mille personnes (150 000) prouve que le problème de sécurité du Burkina Faso est de plus en plus critique.

Une fois encore, l'exercice effectué dans ce document permettra, aux prochains chercheurs, d'avoir une vision plus claire sur le concept de la lutte antiterroriste dans le contexte burkinabè. Ce recueil scientifique sera d'une grande utilité dans la compréhension des stratégies, pratiques, logiques et politiques cachées derrière la lutte contre le terrorisme au Burkina Faso. Il permettra aussi d'analyser l'impact de cette lutte et d'en comprendre les effets. Il pourra servir de comparaison dans les recherches qui seront centrées sur des contextes différents de lutte contre le terrorisme en Afrique ou ailleurs. Enfin, il pourra aussi servir de base afin d'alimenter d'autres recherches sur le cas du Burkina Faso, car de jour en jour des éléments nouveaux voient le jour et changent les conditions ainsi que les actions menées contre le terrorisme au Burkina Faso.

Bibliographie

Abdoul Karim Saidou, "La participation citoyenne dans les politiques publiques de sécurité en Afrique : analyse comparative des exemples du Burkina Faso et du Niger", *International Development Policy / Revue internationale de politique de développement* [Online], 11.1 | 2019, Online since 27 November 2019, connection on 02 July 2021. URL: <http://journals.openedition.org/poldev/3209>; DOI: <https://doi.org/10.4000/poldev.3209>

Action pour la sécurité humaine en Afrique (ASHA), *Rapport d'enquête sur la sécurité pilotée par les communautés au Burkina Faso. Les Koglweogo*, 09/2018, http://isshe-educ.com/wp-content/uploads/2018/10/Rapport-de-synth%C3%A8se_ENQUETE-SUR-LA-SECURITE-PILOTEE-PAR-LES-COMMUNAUTES-Asha.pdf

Africa, N. (2011). Burkina Faso. *Population (in thousands)*, 1(15), 234; https://www.giaba.org/media/f/78_mer-action-plan-burkina-faso---english.pdf

Agence France presse (AFP) via Jeune Afrique (JA), *La force du G5 Sahel reprend ses opérations*, 20/01/2019, <https://www.jeuneafrique.com/711553/politique/la-force-du-g5-sahel-reprend-ses-operations/>

Agence France-Presse (AFP) via Le Point, *Sahel: La force Barkhane les yeux rivés sur le Burkina*, 10/10/2018, https://www.lepoint.fr/societe/sahel-la-force-barkhane-les-yeux-rives-sur-le-burkina-10-10-2018-2261889_23.php

Agence France-Presse (AFP) via TVA Nouvelles, *Le Burkina, nouveau carrefour jihadiste*, 10/05/2019, <https://www.tvanouvelles.ca/2019/05/10/le-burkina-nouveau-carrefour-jihadiste>

Amnesty International (AI), *Burkina Faso. Un chemin difficile vers le respect des droits humains communication d'Amnesty International pour l'examen périodique universel [ONU], 30e session du groupe de travail sur l'EPU, mai 2018*, 08/12/2017, <https://www.amnesty.org/download/Documents/AFR6073672017FRENCH.PDF>

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) (Nsaibia H.), *A vicious cycle: the reactionary nature of militant attacks in Burkina Faso and Mali*, 31/05/2019, <https://www.acleddata.com/2019/05/31/a-vicious-cycle-the-reactionary-nature-of-militant-attacks-in-burkina-faso-and-mali/>

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Insecurity in southwestern Burkina Faso in the context of an expanding insurgency*, 17/01/2019, <https://www.acleddata.com/2019/01/17/insecurity-in-southwestern-burkina-faso-in-the-context-of-an-expanding-insurgency/>

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Press release: political violence skyrockets in the sahel according to latest ACLED data*, 28/03/2019, <https://www.acleddata.com/2019/03/28/press-release-political-violence-skyrockets-in-the-sahel-according-to-latest-acled-data/>

British Broadcasting Corporation (BBC) (Davies F., Leithead A.), *The war in the desert. Why the Sahara is terror's new front line*, 21/06/2018, https://www.bbc.co.uk/news/resources/ids-sh/war_in_the_desert

British Broadcasting Corporation (BBC) (Gongo S.), *Burkina Faso: "60 personnes victimes d'exécutions sommaires"*, 14/03/2019, <https://www.bbc.com/afrique/region-47575954>

Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA), *Burkina Faso : Plan d'Urgence, février 2019*, 15/02/2019, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/bfa-hwp-20190211-web_1.pdf

Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA), *Situation des personnes déplacées internes à la date du 24 Avril 2019*, 25/04/2019, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/20190424situation_de_deplaces.pdf

Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA), *Aperçu de la situation humanitaire*, 26/04/2019, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/20190424_a_percuhumanitaire_fr_final.pdf

Centre national de coopération au développement (CNCD), *Burkina Faso : vers une crise humanitaire ?*, 28/05/2019, <https://www.cncd.be/Burkina-Faso-vers-une-crise#.XO4vCfKQ9GZ.twitter>

Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques (Eizenga D.), *La détérioration de la situation sécuritaire au Burkina Faso*, 03/2019, https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/sites/3/2019/04/Bulletin-FrancoPaix-vol-4_no-3_EN.pdf

Chukwuma, Kodili Henry. "9/11 and the Politics of Counter-Terrorism: Writing Temporality In(to) Counter-Terrorism Rhetoric and Discourse in Nigeria." *Critical Studies on Terrorism*, vol. 14, no. 4, Routledge, 2021, pp. 421–24, <https://doi.org/10.1080/17539153.2021.1982116>.

Combating Terrorism Center (Nsaibia H., Weiss C.), *Ansaroul Islam and the Growing Terrorist Insurgency in Burkina Faso*, 03/2018, <https://ctc.usma.edu/ansaroul-islam-growing-terrorist-insurgency-burkina-faso/>

Conseil de sécurité des Nations unies, *Activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Rapport du Secrétaire général*, 28/12/2018, https://unowas.unmissions.org/sites/default/files/n1846131_0.pdf

Conseil de sécurité des Nations unies, *Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel. Rapport du Secrétaire général*, 06/05/2019, <https://undocs.org/fr/S/2019/371>

Conseil de sécurité des Nations unies, *Rapport du Secrétaire général sur la Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel*, 16/10/2017, <http://undocs.org/fr/s/2017/869>

Conseil de sécurité des Nations unies, *Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali S/2018/541*, 06/06/2018, <http://undocs.org/fr/S/2018/541> [consulté le 08/05/2019]

Counter Extremism Project, *Burkina Faso: Extremism & Counter-Extremism*, 14/12/2018, https://www.counterextremism.com/sites/default/files/country_pdf/BF-12142018.pdf

Deutsche Welle (DW) (Oneko S.), *Attacks in Burkina Faso — a simmering Islamist conflict*, 13/05/2019, <https://www.dw.com/en/attacks-in-burkina-faso-a-simmering-islamist-conflict/a-48721068>

Dubuisson, F. (2017). La définition du « terrorisme » : débats, enjeux et fonctions dans le discours juridique. *Confluences Méditerranée*, 102, 29-45. <https://doi.org/10.3917/come.102.0029>

Duez, Denis. *De la définition à la labellisation : le terrorisme comme construction sociale*. In: Karine Bannelier, Théodore Christakis, Olivier Corten, Barbara Delcourt, *Le droit international face au terrorisme. Après le 11 septembre 2001*, Pedone : Paris 2004, p. 105-118; <http://hdl.handle.net/2078.3/133762>

European Council on Foreign Relations (ECFR) (Lebovich A.), *Mapping armed groups in Mali and the Sahel*, 05/2019, https://www.ecfr.eu/mena/sahel_mapping#introduction

Fondation pour la recherche stratégique (FRS) (Sangare B.), *Peuls et djihadisme dans les pays du Sahel et d'Afrique de l'Ouest*, 08/02/2019, <https://www.frstrategie.org/programmes/observatoire-du-monde-arabo-musulman-et-du-sahel/peuls-et-djihadisme-dans-les-pays-du-sahel-et-d-afrique-de-l-ouest-201911>

Foreign Policy via Courrier international, *Au Burkina Faso, la contagion terroriste*, 04/04/2019, <https://www.courrierinternational.com/article/analyse-au-burkina-faso-la-contagion-terroriste>

France 24, *Attentats de Ouagadougou : le point sur l'enquête*, 18/01/2016, <https://www.france24.com/fr/20150118-burkina-faso-attentats-ouagadougou-enquete-assaillants-aqmi-victimes-forces-securite>

France 24, *Au Burkina Faso, des heurts intercommunautaires avec des Peuls font plusieurs morts*, 02/04/2019, <https://www.france24.com/fr/20190402-burkina-faso-heurts-intercommunautaires-peuls-morts>

France Culture, *Du grain à moudre. Y a-t-il un projet djihadiste en Afrique de l'Ouest ?*, 09/05/2019, <https://www.franceculture.fr/emissions/du-grain-a-moudre/du-grain-a-moudre-emission-du-jeudi-09-mai-2019>

France Culture, *Les enjeux internationaux. Afrique de l'Ouest : les djihadistes tentent-ils une "course à la mer"?*, 13/05/2019, <https://www.franceculture.fr/emissions/les-enjeux-internationaux/les-enjeux-internationaux-emission-du-lundi-13-mai-2019>

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) (Nsimba J.), *Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest – Octobre à décembre 2018*, Note d'Analyse du GRIP, 15/01/2019, <https://www.grip.org/fr/node/2704>

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) (Ledure N.), *Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest – janvier à mars 2019*, Note d'Analyse du GRIP, 17/04/2019, <https://www.grip.org/fr/node/2766>

Human Rights Watch (HRW), « *Le jour, nous avons peur de l'armée, et la nuit des djihadistes* ». *Abus commis par des islamistes armés et par des membres des forces de sécurité au Burkina Faso*, 05/2018, https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/burkinafaso0518fr_web3.pdf

Human Rights Watch (HRW), « *Nous avons retrouvé leurs corps plus tard ce jour-là* » *Atrocités commises par les islamistes armés et par les forces de sécurité dans la région du Sahel au Burkina Faso*, 22/03/2019, https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/burkinafaso0319fr_web2.pdf

Hussein Solomon (2015) *Critical Terrorism Studies and Its Implications for Africa*, *Politikon*, 42:2, 219-234, DOI: [10.1080/02589346.2015.1041671](https://doi.org/10.1080/02589346.2015.1041671)

Institut Thomas More (Tisseron A.), *Menace jihadiste. Les États du golfe de Guinée au pied du mur*, 03/2019, https://web.archive.org/web/20190404155047/http://institut-thomas-more.org/2019/03/04/menace-jihadiste-%E2%80%A2-les-etats-du-golfe-de-guinee-au-pied-du-mur/#_ftn2

Institute for Security Studies (ISS) (Maïga I.), *Le coût des mesures de lutte contre le terrorisme pour les populations civiles dans la région du Liptako-Gourma*, 21/02/2019, <https://issafrica.org/fr/iss-today/le-cout-des-mesures-de-lutte-contre-le-terrorisme-pour-les-populations-civiles-dans-la-region-du-liptako-gourma>

Institute for Security Studies (ISS) (Sigsworth R.), *Counter-terrorism, human rights and the rule of law in West Africa*, 04/2019, <https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/war-24.pdf>

International Crisis Group (ICG), *Lutter contre les insurrections et l'instabilité au Burkina Faso*, 28/01/2019, <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/28jan19-Lutter%20contre%20les%20insurrections.pdf>

International Crisis Group (ICG), *Nord du Burkina Faso : ce que cache le jihad*, 12/10/2017, <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/254-nord-du-burkina-faso-ce-que-cache-le-jihad.pdf>

International Security Sector Advisory Team (ISSAT), Geneva Centre for the Democratic Control of Armed Forces (DCAF), *Analyse des secteurs de la sécurité et de la justice au Sahel. Rapport Pays Burkina Faso*, 13/08/2018

Jeune Afrique (JA) (Roger B.), *Burkina : un nouveau front à l'Est*, 02/10/2018, <https://www.jeuneafrique.com/mag/636715/politique/burkina-a-lest-un-nouveau-front-terrorisme-attaques/>

Jeune Afrique (JA) (Roger B.), *Menace jihadiste : l'Afrique de l'Ouest en état d'urgence*, 20/05/2019, https://www.jeuneafrique.com/mag/776655/politique/menace-jihadiste-lafrique-de-louest-en-etat-durgence/?utm_source=facebook.com&utm_medium=social&utm_content=jeune_afrique&utm_campaign=post_articles_facebook_20_05_2019

Jeune Afrique (JA), *Burkina Faso : cinq militaires tués dans l'explosion d'engins artisanaux*, 18/03/2019, <https://www.jeuneafrique.com/750686/politique/burkina-faso-cinq-militaires-tues-dans-lexplosion-dengins-artisanaux/>

Jeune Afrique (JA), *Burkina Faso : les autorités dépassées face aux attaques jihadistes ?*, 23/10/2018, https://www.jeuneafrique.com/651476/politique/burkina-faso-les-autorites-depassees-face-aux-attaques-jihadistes/?fbclid=IwAR2DIng4_T6idip77F5Bg7tixN65hm7x9w5Hubz3Df2kLCKQih3IFOP0Mc

Jeune Afrique (JA), *Burkina Faso : quatre morts dans une nouvelle attaque contre une église*, 26/05/2019, <https://www.jeuneafrique.com/780222/politique/burkina-quatre-morts-dans-une-nouvelle-attaque-contre-une-eglise/>

José Luengo-Cabrera (@J_LuengoCabrera), *Violence against civilians in Burkina Faso since January 2018: - Attacks attributed to jihadist groups 3x those attributed to state security forces but latter have been 3x as deadly as former. - 70% of civilian deaths concentrated in the Sahel (46%) and Nord (24%) regions.* [Twitter post], 22/03/2019, https://twitter.com/J_LuengoCabrera/status/1109137675775287296

Jules Duhamel (@julesdhl), *Map of the security incidents in #BurkinaFaso during April 2019.* [Twitter post], 17/05/2019, <https://twitter.com/julesdhl/status/1129458171620274176>

L'Express du Faso, *Drame de Yirgou : Plus de 200 morts, selon le Collectif contre l'impunité et la stigmatisation des communautés*, 04/02/2019, http://www.lexpressdufaso-bf.com/index.php?l_nr=index.php&l_nr_c=aeb764a6a854dd20beb97ec048c4ac14&l_idpa=9148

La Croix (Sarr L.), *Dans le nord du Burkina Faso, forte émotion après l'attaque d'une église catholique par des terroristes*, 13/05/2019, <https://africa.la-croix.com/dans-le-nord-du-burkina-faso-forte-emotion-apres-lattaque-dune-eglise-catholique-par-des-terroristes/>

Le Figaro, *Mali: arrestation de djihadistes*, 13/12/2018, <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2018/12/13/97001-20181213FILWWW00069-mali-arrestation-de-djihadistes.php>

Le Monde (Caramel L.), *Changement climatique et pression démographique, terreau de la violence au Sahel*, 11/04/2019, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/04/11/changement-climatique-et-pression-demographique-terreau-de-la-violence-au-sahel_5448954_3212.html

Le Monde (Douce S.), *Au Burkina Faso, « les Peuls sont victimes d'un délit de faciès »*, 17/04/2019, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/04/17/au-burkina-faso-les-peuls-sont-victimes-d-un-delit-de-facies_5451716_3212.html

Le Monde (Douce S.), *Au Burkina Faso, les forces de sécurité démunies face aux djihadistes*, 04/12/2018, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/12/04/au-burkina-faso-les-forces-de-securite-demunies-face-aux-djihadistes_5392399_3212.html?utm_medium=Social&utm_source=Twitter#Echobox=1543922488

Le Monde (Douce S.), *Au Burkina Faso, les Peuls victimes d'une stigmatisation meurtrière*, 04/02/2019, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/02/04/au-burkina-faso-les-peuls-victimes-d-une-stigmatisation-meurtriere_5418966_3212.html

Le Monde (Douce S.), *Le Burkina Faso désormais sur la carte du djihadisme*, 18/10/2018, https://abonnes.lemonde.fr/afrique/article/2018/10/18/le-burkina-faso-desormais-sur-la-carte-du-djihadisme_5371448_3212.html?utm_medium=Social&utm_source=Twitter#Echobox=1539882151

Le Monde (Douce S.), *Le Burkina Faso, hôte et sujet d'inquiétude du sommet du G5 Sahel*, 05/02/2019, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/02/05/le-burkina-faso-hote-et-sujet-d-inquietude-du-sommet-du-g5-sahel_5419433_3212.html

Le Monde (Douce S.), *Rinaldo Depagne : « Au Burkina Faso, les groupes armés ont trouvé un “maillon faible” »*, 22/02/2019, https://www.lemonde.fr/international/article/2019/02/22/rinaldo-depagne-au-burkina-faso-les-groupes-armes-ont-trouve-un-maillon-faible_5426785_3210.html

Le Monde (Guibert N.), *Sahel : l'opération « Barkhane » contrainte de s'adapter*, 04/12/2018, https://www.lemonde.fr/international/article/2018/12/04/sahel-l-operation-barkhane-contrainte-de-s-adapter_5392282_3210.html

Le Monde (Le Cam M.), *Attentat de Ouagadougou : « C'était un carnage »*, 14/08/2017, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/08/14/attentat-a-ouagadougou-c-etait-un-carnage_5172354_3212.html

Le Monde, *A l'ONU, le Burkina demande « une coalition internationale » antiterroriste pour le Sahel*, 17/05/2019, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/05/17/a-l-onu-le-burkina-demande-une-coalition-internationale-antiterroriste-pour-le-sahel_5463256_3212.html?fbclid=IwAR1ZRrjLJ7sdSk51ZFcxI-KbaJ3J3ZLkUQt2YJtm2HtkPRsXfPBXsmW3RA8

Le Monde, *Burkina Faso : le groupe djihadiste GSIM revendique les attaques de Ouagadougou*, 03/03/2018, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/03/03/burkina-faso-le-groupe-djihadiste-gsim-revendique-les-attaques-de-ouagadougou_5265358_3212.html

Le Monde, *L'état d'urgence décrété dans plusieurs provinces du Burkina Faso*, 31/12/2018, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/12/31/l-etat-d-urgence-decrete-dans-plusieurs-provinces-du-burkina-faso_5403966_3212.html

Le Pays via Courrier international, *Opinion. Face aux attaques terroristes, le Burkina Faso doit préserver le vivre-ensemble*, 14/05/2019, <https://www.courrierinternational.com/article/opinion-face-aux-attaques-terroristes-le-burkina-faso-doit-preserver-le-vivre-ensemble>

LeFaso.net, *Sécurité à l'Est : Les engins à deux roues et les tricycles interdits de circuler de 19h à 5h du matin, pour compter du 18 septembre 2018*, 18/09/2018, <http://lefaso.net/spip.php?article85488>

Libération (Macé C.), *Au Sahel, l'amer bilan de dix ans de lutte antiterroriste*, 12/05/2019, https://www.liberation.fr/planete/2019/05/12/au-sahel-l-amer-bilan-de-dix-ans-de-lutte-antiterroriste_1726419

Libération (Macé C.), *Dans l'est du Burkina Faso, un nouveau foyer pour le jihad ?*, 03/12/2018, https://www.liberation.fr/planete/2018/12/03/dans-l-est-du-burkina-faso-un-nouveau-foyer-pour-le-jihad_1695777

Miles, W. (2012). Deploying Development to Counter Terrorism: Post-9/11 Transformation of U.S. Foreign Aid to Africa. *African Studies Review*, 55(3), 27-60. doi:10.1017/S0002020600007198; <https://www.cambridge.org/core/journals/african-studies-review/article/abs/deploying-development-to-counter-terrorism-post911-transformation-of-us-foreign-aid-to-africa/60E5FE3A3E6C24ED54AFE3CF8800C2CC>

Ministère des Affaires étrangères de Norvège, *Stratégie norvégienne pour le Sahel 2018-2020*, 10/2018, https://www.regjeringen.no/globalassets/departementene/ud/dokumenter/sikpol/strategie_sahel_mbilder.pdf

Ministère des Armées de la République française, *Dossier de presse. Opération Barkhane*, 02/2019, https://www.defense.gouv.fr/content/download/492362/8406707/20190215_NP_EMA%20CABCOM_DP%20BARKHANE_V0.pdf

Munich Security Conference (MSC), *Munich Security Report 2019: "The Great Puzzle: Who Will Pick Up the Pieces?"*, 02/2019, <https://www.securityconference.de/en/publications/munich-security-report/>

Nations unies, ONU Info, *Burkina Faso : l'aide entravée par une insécurité persistante au nord du pays*, 12/03/2019, <https://news.un.org/fr/story/2019/03/1038451>

Network of Researchers in International Affairs (NORIA) (Da Cunha Dupuy R., Quidelleur T.), *Mouvement d'autodéfense au Burkina Faso. Diffusion et structuration des groupes Koglweogo*, 15/11/2018, <https://www.noria-research.com/fr/mouvement-dautodefense-au-burkina-faso-diffusion-et-structuration-des-groupes-koglweogo/>

Observatoire Pharos, *La communauté peule au Sahel, nomades au cœur des amalgames*, 03/04/2019, <https://www.observatoirepharos.com/pays/burkina-faso/la-communaute-peule-au-sahel-nomades-au-coeur-des-amalgames-fr/>

Office des Nations unies contre la drogue et le crime (United Nations Office on Drugs and Crime, UNODC), *Le Burkina Faso crée un pôle judiciaire spécialisé contre la criminalité organisée et le*

terrorisme,

01/2017, https://www.unodc.org/westandcentralafrica/en/2017_01_specialised_judicial_unit_burkina_faso.html

Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (Food and Agriculture Organization of the United Nations, FAO), *Etude de cas sur le Burkina Faso*, s.d., <http://www.fao.org/3/j2623f/J2623F08.htm>

Palmer, A. R. D. (2016). Political terrorism in West Africa. In *Africa and the War on Terrorism* (pp. 111-120). Routledge

Portail de l'Intelligence Économique (Renault W.), *Le Burkina Faso face à la menace djihadiste*, 12/03/2019, <https://portail-ie.fr/analysis/2094/le-burkina-faso-face-a-la-menace-djihadiste>

Radio France internationale (RFI), *Burkina Faso: 4 morts dans l'attaque d'une procession religieuse dans le Nord*, 14/05/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190514-burkina-faso-4-morts-attaque-une-procession-religieuse-le-nord>

Radio France internationale (RFI), *Burkina Faso: désolation après les affrontements intercommunautaires de Yirgou*, 06/01/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190105-burkina-faso-affrontements-intercommunautaires-yirgou-ouedraogo-depute>

Radio France internationale (RFI), *Burkina Faso: raid de la force Barkhane après l'attaque d'une gendarmerie*, 04/10/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20181004-burkina-faso-raid-barkhane-attaque-gendarmerie>

Radio France internationale (RFI), *Cellule terroriste démantelée au Mali: le profil des suspects*, 14/12/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20181214-cellule-terroriste-sikasso-mali-profil-suspects>

Radio France internationale (RFI), *L'ONU donne son feu vert à un soutien de la Minusma à la force du G5 Sahel*, 25/03/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190325-onu-donne-feu-vert-soutien-minusma-force-g5-sahel>

Radio France internationale (RFI), *Mali: le mandat de la Minusma sous la loupe des Nations unies*, 15/06/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180615-mali-minusma-mandat-debat-onu-tieman-hubert-coulibaly>

Radio France internationale (RFI), *Massacre de Yirgou: des Burkinabè défilent contre les violences ethniques*, 13/01/2019, http://www.rfi.fr/afrique/20190113-massacre-yirgou-burkinabe-defilent-contre-violences-ethniques?ref=tw_i

Réseau ouest africain pour l'édification de la paix (West African Network for Peacebuilding, WANEP), *Burkina Faso, Rapport hebdomadaire du 12 au 18 mai 2019*,

Réseau ouest africain pour l'édification de la paix (West African Network for Peacebuilding, WANEP), *Burkina Faso, Rapport hebdomadaire du 19 au 25 mai 2019*,

Reuters (Peyton N.), *'Safe haven' for fleeing families hit by attacks in Burkina Faso*, 16/05/2019, <http://news.trust.org/item/20190516133925-4kl0g/>

Reuters via Mediapart, *L'état d'urgence prolongé de six mois dans le nord du Burkina*, 11/01/2019, <https://www.mediapart.fr/journal/international/110119/letat-durgence-prolonge-de-six-mois-dans-le-nord-du-burkina>

Reuters, *Africa's Sahel conflict sees surge in militia killings-group*, 28/03/2019, <http://news.trust.org/item/20190328160300-f25y0/>

Roland Benedikter & Ismaila Ouedraogo (2019) Saving West Africa from the rise of terrorism: Burkina Faso's 'Emergency Program for the Sahel' and the need for a multidimensional strategy, *Global Change, Peace & Security*, 31:1, 113-119, DOI: [10.1080/14781158.2018.1449101](https://doi.org/10.1080/14781158.2018.1449101)

Rupesinghe, N. (2018). The joint force of the G5 Sahel: an appropriate response to combat terrorism?. *conflict trends*, 2018(2), 11-18 <https://journals.co.za/doi/abs/10.10520/EJC-11736e6edb>

Saidou, A. K. (2020). L'après-Compaoré au « concret » : transition politique et réformes des politiques de sécurité au Burkina Faso. *Politique et Sociétés*, 39(2), 81–110. <https://doi.org/10.7202/1070040ar>

Sassòli, M. & Rouillard, L. (2007). LA DÉFINITION DU TERRORISME ET LE DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE. *Revue québécoise de droit international / Quebec Journal of International Law / Revista quebequense de derecho internacional*, 29–48. <https://doi.org/10.7202/1069040ar>

Save The Children, *Faire de l'éducation en situation d'urgence une priorité au Burkina Faso*, 05/2019, <https://burkinafaso.savethechildren.net/sites/burkinafaso.savethechildren.net/files/library/Faire%20de%20l%27Education%20en%20Situation%20d%27Urgence%20une%20priorite%20-BFA-%20SC-%20Mai%202...%20%2800000002%29.pdf>

The Conversation (Guichaoua Y., Nsaibia H.), *Comment le djihad armé se diffuse au Sahel*, 24/02/2019, https://theconversation.com/amp/comment-le-djihad-arme-se-diffuse-au-sahel-112244?__twitter_impression=true

The Economist, *States in the Sahel have unleashed ethnic gangs with guns*, 02/05/2019, <https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2019/05/04/states-in-the-sahel-have-unleashed-ethnic-gangs-with-guns?frsc=dg%7Ce>

The Guardian (Maclean R.), *Kalashnikovs and no-go zones: east Burkina Faso falls to militants*, 22/04/2019, <https://www.theguardian.com/global-development/2019/apr/22/kalashnikovs-and-no-go-zones-east-burkina-faso-falls-to-militants>

The Intercept (Penney J.), *Blowback in Africa. How America's Counterterror Strategy Helped Destabilize Burkina Faso*, 22/11/2018, <https://theintercept.com/2018/11/22/burkina-faso-us-relations/>

The New Humanitarian (Kleinfeld Ph.), *Burkina Faso, part 1: Spreading violence triggers an 'unprecedented' crisis*, 17/04/2019, <http://www.thenewhumanitarian.org/news/2019/04/17/spreading-violence-triggers-unprecedented-crisis-burkina-faso>

Timbuktu Institute, *Insécurité Sahel : Le Burkina, dernier verrou vers l'Afrique côtière ?*, 23/03/2019, <https://timbuktu-institute.org/index.php/toutes-l-actualites/item/259-insecurite-sahel-le-burkina-dernier-verrou-vers-l-afrique-cotiere>

Voice of America (VOA), *Ansarul Islam placé sur la liste "terroriste" américaine*, 20/12/2018, <https://www.voafrique.com/a/le-groupe-amsarul-islam-actif-au-burkina-place-sur-la-liste-terroriste-americaaine/4262809.html>

Jackson, Richard. "The Core Commitments of Critical Terrorism Studies." *European Political Science*, vol. 6, no. 3, Palgrave Macmillan, a Division of Macmillan Publishers Ltd, 2007, pp. 244–51, doi:10.1057/palgrave.eps.2210141.